

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

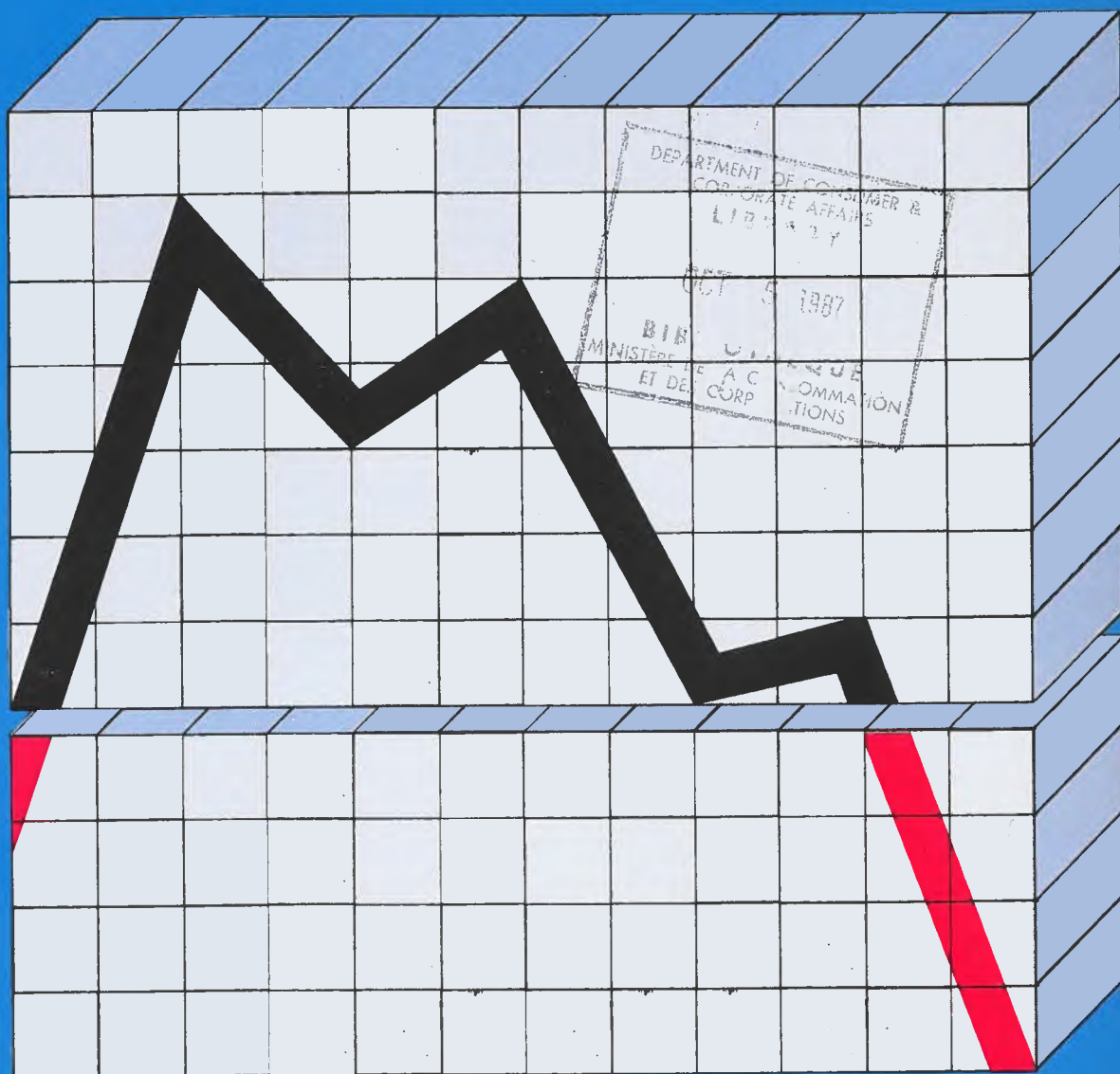
June-July-August 1987
Vol. 7 Nos. 6-7-8

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Juin-Juillet-Août 1987
vol 7 n^{os} 6-7-8

Canada



Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

June-July-August 1987
Vol. 7 Nos. 6-7-8

Bulletin sur l'insolvabilité

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Juin-Juillet-Août 1987
vol 7 n^{os} 6-7-8

Canada



Consumer and
Corporate Affairs
Canada

Consommation
et Corporations
Canada

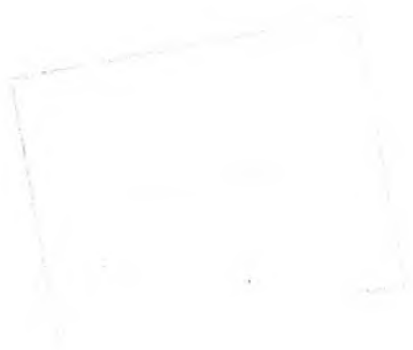


Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Jugment	5
Superintendent's Levy in Proposals.....	16
Directives No. 18 from the Superintendent of Bankruptcy.....	19
Directives No. 19 from the Superintendent of Bankruptcy.....	21
Directives No. 20 from the Superintendent of Bankruptcy.....	24
Directives No. 21 from the Superintendent of Bankruptcy.....	32
Amendment to Information Statement No. 29	36
Statistics.....	37
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy.....	68

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Jugement.....	5
Prélèvement du surintendant en matière de propositions.....	16
Directives no. 18 du Surintendant des faillites.....	19
Directives no. 19 du Surintendant des faillites.....	21
Directives no. 20 du Surintendant des faillites.....	24
Directives no. 21 du Surintendant des faillites.....	32
Modification à la Circulaire d'information no. 29	36
Statistiques	37
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites.....	68

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase 1
50 Victoria Street
Hull, Quebec
K1A 0C9

Francine Emery, Coordinator/Coordonnatrice 1-819-994-4760
Henri Massue-Monat, Editor/Éditeur 1-819-997-3825

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase 1
50, rue Victoria
Hull, Québec
K1A 0C9

Jugement

In re Patrick Mancini et Patrick Mancini Limited et The Clarkson Company Limited *

Patrick Mancini (le failli) a fait l'objet d'une pétition en faillite le 23 mars 1984. Le syndic n'a pas demandé la libération du failli dans les 12 mois prévus par la *Loi sur la faillite* (S.R.C. 1970, chap. B-3) pas plus qu'il n'a préparé son rapport et qu'il ne l'a envoyé conformément aux exigences. Le failli s'est opposé à cette façon de procéder, et le syndic a demandé et obtenu un jugement selon lequel la période prévue pour la présentation de la demande de libération, la préparation du rapport et l'envoi des avis était prolongé jusqu'au 20 mars 1986. En vertu de ce jugement, le failli était également tenu de collaborer avec le syndic en lui divulguant ses actifs, en répondant à ses questions et en déposant les rapports exigés par la loi, et le syndic devait autoriser le failli à examiner les dossiers en sa possession à un moment qui conviendrait aux deux parties. Des avis ont été envoyés et le syndic et le Surintendant des faillites se sont opposés à la libération du failli. Le surintendant mène actuellement une enquête sur l'actif du failli en vertu de l'article 6 de la loi et, à cette fin, il a interrogé de nombreux témoins. Il n'a pas encore fait de rapport. Je suis informé que, depuis l'entrée en vigueur de la loi, c'est la première fois que le Surintendant des faillites intervient activement pour s'opposer à la libération d'un failli.

Dans l'affaire *Raftis*, 53 C.B.R. (N.S.), pp. 19 à 23, le juge Anderson se reporte à l'affaire *Posner* (1960), 3 C.B.R. (N.S.), p. 49 et expose les principes qu'il faut prendre en considération dans la libération d'un failli. Les voici:

1. Lorsqu'ils se penchent sur une libération, les tribunaux doivent tenir compte non seulement des intérêts du failli et de ses créanciers, mais également des intérêts du public (...)

* Cour Suprême de l'Ontario, Ontario, no. 31-202843-T, 7 avril 1987 (M. le juge Steele). (Traduction).

Jugment

In re Patrick Mancini and Patrick Mancini Limited and The Clarkson Company Limited *

Patrick Mancini (the bankrupt) was petitioned into bankruptcy on March 23, 1984. The Trustee did not apply for the discharge of the bankrupt within the 12-month period required by the *Bankruptcy Act*, R.S.C. 1970, c. B-3 (the Act), nor did it prepare its report and send it out as required. The bankrupt objected to this and the Trustee applied to the Court for, and obtained an order extending the time for the application and the report and sending out the notices until March 20, 1986. This order also provided that the bankrupt should co-operate with the Trustee by disclosing his assets, answering questions and filing reports as required by the Act, and ordered the Trustee to permit the bankrupt to inspect the records in its possession at a time mutually convenient to the parties. Notices were sent out and the Trustee and the Superintendent of Bankruptcy objected to the discharge of the bankrupt. The Superintendent is in the process of conducting an investigation of the estate of the bankrupt under S. 6 of the Act, and for that purpose has examined numerous witnesses. He has not as yet made any report. I am advised that this is the first time in the history of the Act that the Superintendent has actively intervened in opposing a discharge of a bankrupt.

In *Re Raftis*, 53 C.B.R. (N.S.) 19 at 23, Anderson J., referring to *Re Posner* (1960), 3 C.B.R. (N.S.) 49, set out the principles that are to be considered in a discharge for bankruptcy, and I quote them as follows:

1. In considering the question of discharge, the Court must have regard not only to the interests of the bankrupt and his creditors, but also to the interests of the public...

* Supreme Court of Ontario, Ontario, No. 31-202843-T, April 7, 1987 (Mr. Justice Steele).

2. Le pouvoir législatif a toujours reconnu qu'il y va de l'intérêt de l'État qu'un failli soit libéré des pressions écrasantes de ses dettes et qu'il n'est pas souhaitable qu'un citoyen soit accablé par ses dettes au point de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses fonctions ordinaires de citoyen (...)
3. L'un des objectifs de la Loi sur la faillite est de permettre à un débiteur honnête, malchanceux en affaires, d'obtenir une libération afin de recommencer à neuf (...)
4. Les tribunaux chargés des affaires de faillite ne devraient pas être transformés en des "maisons de liquidation" des dettes sans qu'il soit tenu compte des circonstances dans lesquelles ces dettes ont été contractées (...)
5. Le succès ou l'échec de tout régime de faillite dépend de l'application des dispositions de la loi relatives à la libération des faillis (...)
6. Les tribunaux ne doivent pas être considérés comme des organismes de charité (...)
7. Il incombe aux tribunaux de ne pas se montrer trop laxistes lorsqu'ils consentent des libérations de manière à ne pas pécher contre la morale commerciale. Il est néanmoins du devoir des tribunaux d'appliquer la Loi sur la faillite de manière à aider les débiteurs honnêtes qui n'ont pas eu de chance (...)
8. La libération n'est pas une affaire de droit (...).

Il a ensuite ajouté qu'il appartenait au juge saisi de la demande de tenir compte des intérêts du failli, des créanciers et du public.

Dans l'affaire *Links v. Robinson, Trustee in Bankruptcy et al.* (1973) 16 C.B.R. (N.S.) 180, la cour d'appel de l'Alberta déclare à la page 186 que la conduite d'un failli avant et après la faillite constitue le premier facteur et, apparemment le plus important, dont il faut tenir compte au moment d'examiner une libération. Dans l'affaire *Industrial Acceptance Corp. Ltd. v. Lalonde et al.* [1952] 3 D.L.R., pp. 348 à 356, la Cour suprême du Canada déclare ce qui suit:

2. The Legislature has always recognized the interest that the State has in a debtor being released from the overwhelming pressure of his debts, and that it is undesirable that a citizen should be so weighed down by his debts as to be incapable of performing the ordinary duties of citizenship...
3. One of the objects of the Bankruptcy Act was to enable an honest debtor, who had been unfortunate in business, to secure a discharge so he might make a new start...
4. The Bankruptcy courts should not be converted into a sort of clearing-house for the liquidation of debts irrespective of the circumstances under which they were created...
5. The success or failure of any bankruptcy system depends upon the administration of the discharge provisions of the Act...
6. The Court is not to be regarded as a sort of charitable institution...
7. It is incumbent upon the Court to guard against laxity in granting discharges so as not to offend against commercial morality. It is nevertheless the duty of the Court to administer the Bankruptcy Act in such a way as to assist honest debtors who have been unfortunate...
8. The discharge is not a matter of right....

He then stated that it was the obligation of the judge dealing with the application to consider the interests of the bankrupt, the interests of the creditors and the interests of the public.

In *Links v. Robinson, Trustee in Bankruptcy et al.* (1973) 16 C.B.R. (N.S.) 180, the Alberta Court of Appeal, at p. 186, stated that the conduct of the bankrupt before and after the bankruptcy is the first and apparently the most important element to be taken into account in considering a discharge. In *Industrial Acceptance Corp. Ltd. v. Lalonde et al.* [1952] 3 D.L.R. 348 at 356, the Supreme Court of Canada stated as follows:

(...) Les désavantages associés à un refus absolu de libération ne devraient être imposés que dans les cas où la conduite du débiteur s'est révélée particulièrement répréhensible ou dans les situations qui peuvent être décrites comme extrêmes (...).

Compte tenu de tous les facteurs précités et de leur application aux preuves déposées devant moi et fort des faits énumérés ci-après, je juge qu'il s'agit d'une situation extrême et que je dois exercer mes pouvoirs discrétionnaires pour refuser la demande de libération. J'estime que la conduite du failli, tant avant qu'après la faillite, a été particulièrement répréhensible. J'ai vu le comportement et l'attitude du failli à la barre des témoins. Il a réfléchi beaucoup et pris son temps avant de répondre à la plupart des questions, et il a souvent pris des notes à leur sujet. Il a agi ainsi même lorsque ses réponses étaient évasives ou lorsqu'il s'est déclaré incapable de répondre. Malgré cela, lorsqu'il a été contre-interrogé sur divers points de la déclaration qu'il avait déposée à titre de pièce 3, il a indiqué n'y avoir jeté qu'un coup d'oeil et n'y avoir jamais accordé beaucoup d'attention. Je ne le crois pas. Son attitude et son air à la barre des témoins dénotaient qu'il avait quelque chose à cacher et qu'il faisait très attention de ne pas s'incriminer de quelque façon que ce soit. Il ne m'a pas fait l'impression d'être un débiteur honnête qui devrait être libéré de ses dettes. La plus grande partie de ses réponses étaient évasives ou non compromettantes et, en fait, elles n'étaient pas des réponses du tout. Dans la plupart des cas où il a été pris au piège je crois qu'il a menti. Je citerais, à titre d'exemple, l'occasion où il a déclaré être allé à Atlantic City avec de l'argent comptant et l'y avoir perdu au jeu. Auparavant, il avait indirectement remis cet argent à son coiffeur pour qu'il le garde à l'abri de ses créanciers.

Je suis convaincu que le failli n'a jamais collaboré avec son syndic et qu'à quelques exceptions près, il ne s'est jamais acquitté des obligations générales imposées par la loi. Il a monté tout un scénario pour faire croire qu'il collaborait, mais, en réalité, il s'est montré évasif, négligent ou peu disposé à répondre. Les preuves de son comportement qu'il m'a été donné de voir depuis la faillite sont plus que suffisantes pour justifier le sentiment de frustration de son syndic. Elles ont même éveillé les soupçons du Surintendant des faillites au point de le pousser à instituer une enquête en vertu de la loi et à s'opposer à la demande de libération dans l'intérêt du public jusqu'à ce que cette enquête soit terminée. Je doute qu'il existe dans notre système juridique une méthode en vertu de laquelle ce

... The penalty involved in the absolute refusal of discharge ought to be imposed only in cases where the conduct of the debtor has been particularly reprehensible, or in what have been described as extreme cases....

Having borne all the above in mind and applying it to the evidence before me, and the facts as I subsequently set out, I have concluded that this is an extreme case and that I must exercise my discretion in refusing the application for discharge. I am of the opinion that the conduct of the bankrupt, both before and after the bankruptcy, has been particularly reprehensible. I observed the bankrupt's demeanor and attitude in the witness box. He gave very careful consideration and took time before answering almost all questions, and often took notes in relation thereto. This was so even when his answers were evasive or where he stated that he was unable to answer. Notwithstanding this, when he was cross-examined on various points in his affidavit filed as Exhibit 3, he said that he had only glanced through it and had never applied his mind to it. I do not believe him. His attitude and appearance in the witness box indicated that he had something to hide and was being very careful not to incriminate himself in any way. He did not impress me as being an honest debtor who should be relieved of his debts. The great majority of his answers to questions were evasive or forgetful and in fact were not answers at all. In most cases where he was trapped into a position, I believe that he lied. One example is where he stated that he took cash to Atlantic City and lost it gambling. This money had previously been indirectly given by him to his barber to keep it away from creditors.

I am convinced that the bankrupt has never co-operated with his Trustee, or fulfilled his general obligations under the Act, with a few minor exceptions. He has gone through a fiction of pretending to co-operate, but in fact has been evasive, forgetful or unwilling to answer. The evidence before me of his conduct since his bankruptcy has been more than sufficient to warrant the frustration felt by his Trustee, and also more than sufficient to raise the suspicions of the Superintendent of Bankruptcy to the degree of conducting an investigation under the Act and being put in the position of having to oppose the discharge, in the public interest, until such investigation is completed. I am doubtful if there is any method under our law by which this bankrupt can be forced to

failli serait tenu de collaborer ou de donner des réponses complètes et honnêtes. S'il était libéré, les possibilités de découvrir les faits seraient encore moins fortes.

Le failli a participé à un certain nombre de sociétés privées qu'il contrôlait, notamment Patson Developments Limited (Patson) et Patrick Mancini Limited. Il a également été copropriétaire d'une grande société, Northgate Square Limited, laquelle possédait un important centre commercial à North Bay. Il agissait avec toutes ces sociétés, y compris Northgate Square, comme si elles lui appartenaient et transférait des fonds d'une société à l'autre ou d'une société à lui-même comme bon lui semblait. La propriété de Northgate Square Limited a été vendue avant la faillite, et il semble que le failli a touché tout l'argent qui lui revenait et que cet argent est disparu. Patrick Mancini Limited et Patson sont toutes deux faillies. Après ou tout juste avant la faillite de Patrick Mancini Limited, le débiteur a incité sa femme à constituer la société PM Limited à laquelle il a transféré certains actifs. Maintenant, cette société se trouve elle aussi en faillite. Après la mise en faillite de ses propres sociétés, le débiteur a travaillé pour le compte de la société de sa femme où il occupait le seul poste de direction. Le failli a déclaré que sa femme s'occupait de la maison et qu'elle s'y connaissait très peu en affaires. PM Limited a été mise en faillite, et Patrick Mancini est désormais au service de Mansan Enterprises Limited, société qui appartient officiellement à sa petite amie, mais dont il est le principal cerveau.

Le rapport du syndic a été préparé et déposé devant les tribunaux. Ce rapport mentionne que les fonctions imposées au failli par la loi n'ont pas été remplies de façon satisfaisante, que la conduite du failli, avant et après la faillite, était sujette à reproches et que ce dernier avait commis des infractions en rapport avec la faillite. Il fait état d'autres faits qui donneraient aux tribunaux de bonnes raisons de refuser une ordonnance de libération sans condition. Le principal agent du syndic chargé de l'actif a témoigné. Le séquestre officiel, de nombreux employés de l'unité de vérification du syndic et de nombreux autres témoins se sont opposés à la libération et se sont dits d'accord avec le rapport du syndic. Seul le failli a témoigné sur sa demande de libération. Il a décidé de n'appeler aucun autre témoin, pas même sa femme, sa petite amie, son comptable ou son avocat, qui auraient pu faire la lumière sur certaines questions.

co-operate or to give complete and honest answers. If he were discharged, there would be even less possibility of the facts being discovered.

The bankrupt was involved in a number of private companies, controlled by himself, including Patson Developments Limited (Patson) and Patrick Mancini Limited. He was also a one-half owner of a substantial company, Northgate Square Limited, that owned a major shopping centre in North Bay. He dealt with all these companies, including Northgate Square, as if they were his own, and readily transferred money from one company to the other at his own discretion and will, or from the companies to himself personally. The property owned by Northgate Square Limited was sold prior to the bankruptcy, and it would appear the money that was owed to him by that company has all been removed therefrom and disappeared. Patrick Mancini Limited and Patson are both in bankruptcy. Subsequent to, or immediately prior to the bankruptcy of Patrick Mancini Limited, the debtor caused his wife to incorporate a company, PM Limited, to which certain assets were transferred. That company is also now in bankruptcy. After his own companies were placed into bankruptcy, the debtor worked for his wife's company, PM Limited, where he was the sole directing mind. The bankrupt stated that his wife is a housewife and has little knowledge of business affairs. PM Limited was placed into bankruptcy and he now works for Mansan Enterprises Limited, a company stated to be owned by his girlfriend, but of which he is the principal directing mind.

The Trustee's report was prepared and filed with the Court. It states that the duties imposed upon the bankrupt under the Act were not satisfactorily performed, that his conduct before and after the bankruptcy was subject to censure, that he has committed offences in connection with the bankruptcy. It also sets out other facts that would justify the Court in refusing an unconditional order of discharge. The principal officer of the Trustee responsible for the estate gave evidence. The Official Receiver, as well as persons from the Trustee's audit department, and numerous other witnesses gave evidence in opposition to the discharged and to support the Trustee's report. The bankrupt alone gave evidence in support of his application. He chose not to call any other witnesses, including his wife, girlfriend, accountant and solicitor, who might have been able to cast light on some of the matters.

Le rapport du syndic préparé en vertu de l'article 140 de la Loi sur la faillite constitue, de *prime abord*, une preuve de son contenu jusqu'à ce qu'il soit démenti par des preuves probantes. Il incombe donc au failli de réfuter toute affirmation du rapport qui peut lui être défavorable. Il lui revient également de répliquer aux preuves que les opposants ont déposées en vue d'établir les faits énumérés à l'article 143 de la loi. A l'instar de tout autre demandeur chargé du fardeau de la preuve, le failli doit présenter suffisamment de preuves probantes pour satisfaire à ce fardeau. S'il est le seul à témoigner en faveur de la demande, sa crédibilité ne doit pas être mise en doute et l'ensemble de la preuve ne doit pas le montrer indigne de confiance. (Voir l'affaire *Roy*, 5 C.B.R. pp. 64 à 66 et p. 67). Je juge que le failli est un témoin à qui il est totalement impossible de faire confiance.

Je n'ai pas l'intention de faire la rétrospective de toutes les preuves relatives aux antécédents du failli. La plupart de ces preuves ont trait à des questions qu'il incombera au syndic ou au surintendant de prouver dans d'autres procédures. J'aborderai brièvement certaines des questions en cause afin d'expliquer pourquoi j'estime que la conduite du failli justifie le refus de sa libération. En 1974, Patson a acheté l'hôtel Imperial à North Bay. Par la suite, Patson a également acquis une propriété dans le Highbury Park pour y construire des maisons et les vendre. En 1977, Patson a subi d'importantes pertes et il semble que ce fut le même scénario dans le cas de l'hôtel Imperial. Morguard Trust Company (Morguard), créancier hypothécaire de la plupart des propriétés de Highbury Park, sinon de toutes, a pris les mesures nécessaires en vue de réaliser ses hypothèques. Pendant que Highbury Park était en chantier, le failli a informé Morguard qu'au moins une maison ou plus était vendue afin d'obtenir le reste de l'hypothèque. Ces ventes qui, en fait, étaient techniquement conclues n'étaient pour ainsi dire que des ventes fictives. Il s'agissait plutôt de locations: Patson payait les acheteurs pour qu'ils soient en mesure de payer les hypothèques à Morguard. Même si je me trompe sur les détails légaux de ces transactions, elles prouvent tout de même la malhonnêteté du failli et son intention de tromper.

Entre 1975 et 1977, le failli a obtenu, par l'intermédiaire de Patson, des services d'architecture auprès de Bregman and Hammond pour un projet au Northgate Square. Les services ont été rendus, mais pas payés. En août 1977, Bregman and Hammond lui ont envoyé une mise en demeure. En fin de compte, l'affaire a été portée devant les tribunaux, et un

The Trustee's report under S. 140 of the Act constitutes *prima facie* proof of its contents until it is contradicted by probative evidence to the contrary. The burden is thus on the bankrupt to refute anything in the report that may be unfavourable to him. He must also rebut any evidence brought by opposing parties establishing any of the facts enumerated in S. 143 of the Act. Like any other plaintiff bearing the burden of proof, the bankrupt must submit sufficient probative evidence to satisfy this onus. If he is the only one to testify in support of the application his credibility must not be cast in doubt and the evidence taken as a whole must not show him to be unworthy of trust. (See *In re Roy*, 5 C.B.R. 64 at 66 and 67.) I find the bankrupt to be a totally untrustworthy witness.

I do not propose to cover all of the evidence relating to the history of the bankrupt. Most of it relates to matters that are for the Trustee or the Superintendent to prove in other proceedings. I will briefly outline some of the matters involved to show why I believe that the conduct of the bankrupt is such that the discharge should be refused. In 1974 Patson acquired the Imperial Hotel property in North Bay. Subsequently, Patson also acquired property in the Highbury Park area to erect and sell residential homes. In 1977 Patson incurred substantial losses in the Highbury Park area and apparently incurred losses in the Imperial Hotel property as well. The mortgagor of most if not all of the properties in Highbury Park was Morguard Trust Company (Morguard). It took action to realize upon its mortgages. In the course of the development in Highbury Park, the bankrupt advised Morguard that at least one or more of the houses in the area were sold in order to obtain final mortgage draws. While in fact these houses may have technically been sold, they were almost fictitious sales. They were more akin to rentals with Patson paying money to the purchasers so that they could pay the mortgage money to Morguard. Even if I am in error on the legalistic details of these transactions, it shows the unethical conduct of the debtor and his intent to deceive.

Between 1975 and 1977, through Patson the debtor obtained architectural services from Bregman and Hammond for a project at Northgate Square. These services were rendered but payment was not made. Bregman and Hammond issued a writ in August of 1977. Ultimately the matter reached trial and judgment was given for the plaintiffs against Patson on

jugement prononcé en faveur des demandeurs le 5 septembre 1979. Le jugement a été porté en appel. Le 14 janvier 1980, Patson a payé 120 000 \$ au failli. Le 26 mars suivant, l'appel a été rejeté et, le 31 mars, Bregman et Hammond ont pris un bref d'exécution.

En avril 1979, Patson a cédé l'hôtel Imperial à Patrick Mancini Limited. Entre janvier et mai 1982 et de nouveau en septembre de la même année, le projet Northgate Square a versé d'importantes sommes d'argent à Patson, au failli et à d'autres sociétés connexes. La plus grande partie de cet argent a finalement abouti dans les coffres du failli. D'après son témoignage, il n'arrive pas, dans la plupart des cas, à se rappeler ce qu'il en est advenu. Je ne peux pas déterminer où cet argent est allé. Il s'agit toutefois de l'une des raisons pour lesquelles le syndic et le surintendant s'opposent à la libération: ils veulent essayer de trouver où est passé cet argent. Dans un bilan de liquidation préparé en octobre 1980, le failli a déclaré des actifs de 2,7 millions de dollars. En 1984, il a juré ne pas avoir d'actifs et n'a pas véritablement expliqué ce qu'il en était advenu. Il a déclaré qu'une partie de l'argent avait été remise à son avocat pour qu'il le transfère à PM Limited, et n'a pas donné plus de détails pour le reste de l'argent.

Le 10 mai 1983, Madame le juge Van Camp a jugé que la cession de Patson à Patrick Mancini Limited était frauduleuse. Dans les motifs de sa décision, elle a écrit ceci:

Il sera déclaré que le transport de l'hôtel en question à Patrick Mancini Limited et que le transfert de 190 000 \$ constituaient des fraudes qui visaient à tromper, à gêner et à retarder les créanciers de Patson et que ce transport et ce transfert sont nuls et sans effet envers les demandeurs et les autres créanciers de Patson. Le transport et le transfert de fonds seront annulés.

En août 1983, PM Limited a vendu certaines propriétés et versé au failli des sommes d'argent qui, selon ces dires, étaient payées en remboursement d'une créance qui lui était due. D'après les déclarations du failli, une partie de cet argent est allée à sa femme et une autre, à son fils. En fait une importante partie de cet argent a été confiée à l'avocat du failli qui, à son tour, l'a remise au coiffeur du failli pour qu'il la garde en son nom. Le jour même où le failli a reçu cet argent, il a juré n'avoir aucun élément d'actif. Par la suite, le coiffeur du failli lui a remis l'argent et, d'après le témoignage du failli, il s'est rendu à Atlantic City avec sa petite amie où il a perdu l'argent au jeu. Comme je l'ai déjà dit, je ne le crois pas.

September 5, 1979. The judgment was appealed. On January 14, 1980, Patson paid the bankrupt \$120,000. On March 26, 1980, the appeal was dismissed and on March 31, 1980, execution was filed by Bregman and Hammond.

In April of 1979, Patson conveyed the Imperial Hotel property to Patrick Mancini Limited. Between January and May 1982, and again in September 1982, substantial sums of money were paid out of Northgate Square to Patson, the bankrupt, and other related companies. The majority of this money ultimately went to the bankrupt. His evidence is that, in most cases, he cannot recall what happened to it. I cannot determine where the money has gone. However, this is one of the reasons why the Trustee and the Superintendent oppose the discharge, because they are anxious to endeavour to determine what has happened to that money. In a statement of affairs prepared by the bankrupt in October of 1980, he showed assets of \$2.7 million. In 1984 he swore under oath that he had no assets and he gave no real explanation as to where the money went. He states that some of it went to his solicitor to be transferred to PM Limited, but most of the money is totally unexplained.

On May 10, 1983, Madam Justice Van Camp gave judgment setting aside the conveyance from Patson to Patrick Mancini Limited as being fraudulent and in her reasons she stated as follows:

There will be a declaration that the conveyance of the hotel premises herein to Patrick Mancini Limited, and the transfer of the \$190,000 herein were fraudulent conveyances made with intent to defeat, hinder and delay the creditors of Patson and such conveyance and transfer are null and void against the plaintiffs and other creditors of Patson. The conveyance and transfer of funds will be set aside.

In August 1983, PM Limited sold certain properties and paid money to the bankrupt, which he alleges was in repayment of a debt to him. He states that some of this money was given to his wife and some to his son, but a substantial portion thereof was given to his solicitor who then handed it in cash to the bankrupt's barber to be held for him. On the very day that he received that money he swore under oath that he had no assets. Subsequently, the barber returned the money to him and the bankrupt's evidence is that he went to Atlantic City with his girlfriend and lost the money gambling. As I have stated, I do not believe him.

A l'automne de 1983, Bregman et Hammond ont essayé de faire interroger le failli après jugement. Le 12 décembre, ils ont obtenu de cette cour une ordonnance d'emprisonnement du failli pour avoir refusé de comparaître. Plus tard, cette ordonnance a été annulée, le failli s'étant présenté à son interrogatoire.

Le 15 mars 1984, un séquestre officiel a été nommé pour s'occuper des affaires du failli, de Patson et de Patrick Mancini Limited. Il a été chargé de prendre possession des livres et registres du failli et des deux sociétés susmentionnées, ainsi que de leurs livres et registres qui étaient entre les mains de plusieurs autres personnes qui leur étaient liées ou associées. Le séquestre s'est chargé de la saisie des livres et, au moment où le séquestre était au restaurant Key, le failli a téléphoné à Mme Tory, une employée de l'hôtel Imperial, pour lui demander de prendre tous les livres et registres d'affaires et de les amener chez elle. Elle l'a fait, mais plus tard, elle a remis les livres à la GRC.

Le 23 mars 1984, les ordonnances de séquestre ont été rendues, et, le 21 juin, convaincu de ne pas avoir en main tous les livres et registres, le séquestre a obtenu une autre ordonnance de perquisition et de saisie à l'égard des livres détenus par les avocats et les comptables de Patson.

Le 20 juillet 1984, le syndic a obtenu un jugement en annulation du transport que Rykar Management avait fait le 16 mars 1982 au profit du failli. Rykar appartenait au gendre du failli. Ce transport et les transports ultérieurs ont été déclarés nuls parce qu'ils allaient à l'encontre des intérêts du syndic et que rien ne prouvait qu'ils avaient été faits de bonne foi et moyennant considération valable.

Le 30 août 1984, une autre ordonnance de perquisition et de saisie a été rendue à l'égard des livres et registres du failli et de certaines des sociétés auxquelles il avait participé, lesquels, semblait-il, se trouvaient dans les locaux du restaurant Key et de PM Limited. Dans ce jugement, la cour déclarait que le failli avait omis de remettre les livres de Patson au syndic.

Après avoir étudié les faits précédents à la lumière des motifs de Madame le juge Van Camp, je suis d'avis que le principal motif du failli était de dépouiller ses sociétés de leurs actifs pour qu'il ne reste aux créanciers rien à saisir. La disparition de ces fonds est demeurée sans explication.

In the fall of 1983 Bregman and Hammond were endeavouring to have the bankrupt examined as a judgment debtor, and on December 12th they obtained an order from this Court committing him to jail for his refusal to attend to be examined. Subsequently that order was revoked when he in fact attended.

On March 15, 1984, and interim receiver of the affairs of the bankrupt and Patson and Patrick Mancini Limited was appointed and directed to take possession of the books and records of the bankrupt and those companies, as well as the books and records of them, held by numerous other named related or associated persons. The receiver attended to seize the records and while the receiver was at the Key Restaurant I find that the bankrupt called Mrs. Tory, an employee of his at the Imperial Hotel and told her to take all the business records and books to her home. She did so but subsequently turned the books over to the RCMP.

On March 23, 1984, the receiving orders were made and on June 21, 1984, the Trustee, not being satisfied that he had all the books and records, obtained a further search and seizure order with respect to records held by the solicitors and accountants of the Patson files.

On July 20, 1984, the Trustee obtained a judgment setting aside a conveyance from the bankrupt to Rykar Management Limited made on March 16, 1982. Rykar was owned by the bankrupt's son-in-law. That conveyance and subsequent conveyances were declared void as against the Trustee because they had not been shown as having been made in good faith and for valuable consideration.

On August 30, 1984, a further search and seizure order was made with respect to the records of the bankrupt and some of his related companies, which records were alleged to have been located at the Key Restaurant and PM Limited. That order recited that the Court was satisfied that the bankrupt had failed to deliver the Patson records to the Trustee.

Having reviewed the above, in line with the reasons of Madam Justice Van Camp, I believe that the main object of the bankrupt was to strip his companies of assets so that there would be nothing for creditors to seize. The disposition of those moneys has not been explained.

Une action pour transport frauduleux de la maison matrimoniale du failli et de son épouse est pendante. Le failli a également déclaré qu'après la vente de Northgate Square et la répartition de l'argent, il avait l'impression que ses actions dans cette société étaient sans valeur et il les a données à son avocat en guise de paiement de ses honoraires. Aucune preuve n'a été fournie à l'appui de cette déclaration.

Je passe maintenant aux raisons pour lesquelles une libération absolue peut être refusée en vertu de l'article 143 de la loi:

1. Je juge que la valeur des actifs du failli n'est pas égale à cinquante cents par dollar.
2. Je juge que le failli a omis de tenir les livres de comptes ordinaires, dans le cours normal des affaires, qui seraient suffisants pour révéler sa situation financière. Les livres n'ont pas été tenus après 1982; le failli n'a pas donné d'explications à cet égard et il n'a pas fait témoigner son comptable à ce sujet. Cette observation vaut pour le failli lui-même et pour les sociétés qu'il contrôlait. Le problème est que leurs affaires sont si inextricablement entremêlées qu'il est presque impossible au syndic de les comprendre.
3. La preuve n'est pas convaincante pour ce qui est de savoir si le failli a poursuivi son activité commerciale après l'ordonnance de séquestre, même si certaines preuves concluantes montrent qu'il l'a fait à une ou deux reprises. La question n'est toutefois pas là. Il s'agit de savoir s'il a poursuivi son commerce lorsqu'il se savait insolvable. A mon avis, il se savait insolvable en 1982, c'est-à-dire au moment où il dépouillait la société Northgate Square et d'autres sociétés de leurs actifs, ou peut-être se savait-il solvable et voulait-il tout simplement cacher l'argent. Mais sa conduite révèle qu'il essayait de se montrer insolvable dès octobre et novembre 1982. Il a poursuivi son commerce après novembre 1982.
4. Le failli n'a pas tenu un compte satisfaisant de ses pertes d'avoirs.
5. Étant donné que je ne crois pas que le failli a perdu de l'argent au jeu, ce dernier ne peut pas se voir refuser une libération absolue pour cette raison.

There is an outstanding fraudulent conveyance action with respect to the matrimonial home of the bankrupt and his wife. The bankrupt has also stated that after the Northgate Square property had been sold and the money had been disbursed, he felt that his shares in that company were worthless and that he gave them to his solicitor in payment of legal fees. This is unsubstantiated.

I turn to the grounds upon which an absolute discharge may be refused under S. 143 of the Act.

1. I find that the assets of the bankrupt are not of a value equal to 50 cents on the dollar.
2. I find that the bankrupt has not kept the usual books in the normal course of business sufficient to disclose his business affairs. The books ceased in 1982 and the bankrupt did not explain why and he did not call his accountant to explain the matter. This comment relates to the bankrupt himself as well as the companies that he controlled. The difficulty is that their affairs are so inextricably interwoven that it is almost impossible for the Trustee to understand them.
3. The evidence is doubtful as to whether the bankrupt continued to trade after the receiving order, although there is some strong evidence to indicate that he did on one or two occasions. However, that is not the test. The test is, did he trade after he knew himself to be insolvent. In my opinion, he knew himself to be insolvent in 1982 at the time that he was denuding Northgate and other companies of assets. It may be that he knew he was not insolvent and was merely hiding the money, but his conduct indicates that he was attempting to appear to be insolvent by October and November of 1982. He traded after November 1982.
4. He has failed to account for the deficiency in his assets.
5. Because I do not believe that he lost money gambling, he cannot be refused an absolute discharge on this ground.

6. Je juge que le failli a occasionné des frais inutiles à ses créanciers, car il a présenté une défense vexatoire dans les actions intentées contre lui. Étant donné que, d'après la loi, les biens sont dévolus au syndic, l'alinéa 143 (1)(f) doit avoir trait aux gestes posés avant la faillite.
 7. Je conclus que dans les trois mois précédant sa faillite, le failli a signé un billet à la Banque Canadienne Impériale de Commerce, ce qui réduisait davantage ses actifs. Mais, selon son témoignage, la valeur comptable de ses avoirs était déjà inférieure à 50 cents par dollar.
 8. J'estime que le failli a omis de s'acquitter des devoirs qui lui sont imposés par la loi, notamment des devoirs suivants prévus à l'article 129:
 1. Il a omis de révéler et de remettre tous ses biens au syndic.
 2. Il n'a pas remis ses livres, registres et autres documents sans y être forcé par des ordres de la cour, et je ne suis pas convaincu qu'il les ait remis à ce jour.
 3. Lorsqu'il a comparu devant le séquestre officiel pour expliquer les causes de sa faillite et la façon dont il avait disposé de ses biens, le failli a fourni des réponses tout à fait inadéquates.
 4. D'après son témoignage, le failli a déposé un bilan en deçà de sept jours après avoir reçu l'aide de son avocat et peut-être de son comptable. Mais ce bilan était tellement compliqué et inexact qu'il ne voulait pratiquement rien dire pour le séquestre officiel. Je ne suis pas convaincu que le failli ait dévoilé au syndic tous les avoirs dont il avait disposé pendant l'année précédant sa faillite. Ce n'est pas parce qu'après bientôt trois ans, le syndic a réussi à retracer seulement quelques propriétés que le failli peut affirmer avoir droit à une libération, étant donné son refus de collaborer.
 5. Il n'a pas déclaré au syndic le transport de biens à la société Rykar Management qui s'est faite dans les cinq ans précédant sa faillite.
6. I find that the bankrupt has put his creditors to unnecessary expense by vexatious defences to actions brought against him. Because the Act vests the property in the Trustee, para. (f) of S. 143 must relate to actions prior to bankruptcy.
 7. I find that within the three months prior to his bankruptcy he signed a note to the Canadian Imperial Bank of Commerce which further reduced his net assets. However, according to his evidence, at that time his assets on paper were already less than 50 cents on the dollar.
 8. I find that the bankrupt has failed to perform the duties imposed upon him under the Act, namely the following items under S. 129.
 1. He has failed to make discovery and deliver all his property to his Trustee.
 2. He did not deliver books, records and other writings without court orders and I am not satisfied that he has delivered them at the present time.
 3. While he attended before the Official Receiver to answer questions of the cause of his bankruptcy and the disposition of his property he gave totally inadequate explanations of the disposition of properties.
 4. While he filed a statement of affairs within seven days after having been assisted, according to his evidence, by his solicitor and perhaps his accountant such statements were so complicated and so inadequate that they were almost meaningless to the Official Receiver. I am not satisfied that he has made disclosure to the Trustee of all property disposed of within one year preceding his bankruptcy. The mere fact that the Trustee after nearly three years has been able to find only a few properties is not a reason for the bankrupt to say that he is entitled to a discharge, given his refusal to co-operate.
 5. He did not disclose to the Trustee the transfer of property to Rykar Management which was within five years preceding his bankruptcy.

6. Pour se conformer à un jugement rendu par cette cour, le failli a assisté à la première assemblée des créanciers et, par la suite, à une autre rencontre avec le syndic qui se sont tenues à Sudbury en avril 1986. A ces deux reprises, les réponses évasives et peu compromettantes qu'il a fournies et l'omission d'examiner ses propres dossiers qui avaient été mis à sa disposition en application d'un jugement de la cour suffisent presque pour dire que les rencontres n'ont pas eu lieu. Il n'a jamais demandé à inspecter ni à faire des photocopies des documents saisis même s'il en avait la possibilité.

7. Il a tout à fait manqué aux obligations imposées par l'alinéa 129 (1) (k), c'est-à-dire de faire tout son possible pour aider à la réalisation de ses biens et au partage du produit de cette réalisation entre ses créanciers.

8. Il a omis de faire tous actes et toutes choses raisonnables que le syndic lui a demandé de faire à l'égard de ses biens. En fait, il a fait tout le contraire, non seulement dans ses rapports avec le syndic, mais également dans sa demande de libération. Je suis convaincu qu'il s'est montré évasif et peu coopératif, même s'il prétend le contraire.

Il a également manqué aux obligations prévues par l'article 137 de la loi: il n'a pas répondu à toutes les questions relatives à ses affaires ou à ses biens ou à la disposition de ses biens. Il s'est contenté de dire qu'il avait oublié, qu'il ne s'en souvenait pas ou qu'il valait mieux demander à quelqu'un d'autre (habituellement à son comptable). J'estime que s'il l'avait voulu, il aurait pu répondre à la plupart des questions qui lui ont été posées au procès.

D'après l'article 47 de la loi, les biens du failli divisibles entre les créanciers ne comprennent pas seulement les biens de ce dernier au moment de la faillite, mais les biens qu'il aura acquis ou qui lui seront dévolus avant sa libération. J'estime que le failli n'a pas révélé ce qu'il était advenu de ses biens, et, s'il était libéré, j'ai l'impression que bon nombre des biens disparus pourraient lui revenir aussi étrangement qu'ils étaient disparus. S'il était libéré, ces biens ne seraient pas automatiquement intégrés à son actif, et le syndic serait tenu d'instituer d'autres procédures contre lui pour les réaliser. Je suis d'avis que le syndic et le surintendant devraient avoir plus de temps pour

6. While he attended the first meeting of creditors and subsequently attended another meeting with the Trustee in Sudbury in April of 1986 in accordance with the order of this Court, at that meeting he gave such evasive and non-committal answers and did not avail himself of the opportunity to inspect his own records which had been made available to him by the court order, it could almost be said that the meeting did not take place. He never asked to inspect or make copies of his seized records although such were available.

7. He has totally failed the obligation under S. 129 para. (k) to aid to the utmost of his power in the realization of his property in the distribution of the proceeds among his creditors.

8. He has failed to do all such acts and things in relation to his property as were reasonably required by the Trustee. In fact he has done the exact opposite not only in his dealings with the Trustee but also on the application for discharge. I am satisfied that he has been evasive and unco-operative notwithstanding that he protests otherwise.

He has also failed his obligation under S. 137 of the Act to answer all questions relating to the business or property of the bankrupt and the disposition of the property. He has merely said I don't recall, I don't remember, or ask other people (usually his accountant). I am of the opinion that he could answer most of the questions that were put to him at trial if he wished.

Under S. 47 of the Act the property of the bankrupt divisible amongst his creditors not only includes property that he held at the date of his bankruptcy but also property that may be acquired by, or devolved on him before his discharge. I am satisfied that the bankrupt has not explained where his assets went and if he were discharged from bankruptcy I have a strong belief that many of the disappeared assets may come back to him in unexplained ways just as they disappeared. If he were discharged these assets would not automatically form part of his estate but would require the Trustee commencing further proceedings against him to realize upon them. I believe that the

trouver où sont passés ces biens ou, dans le cas très peu probable où il serait ainsi, pour constater qu'ils ont été perdus légitimement.

Certes, je comprends la frustration que la conduite du failli a fait naître chez le syndic, mais ce dernier est tenu par la loi de se montrer équitable envers lui. Les rapports semblent s'être tendus, surtout entre l'avocat du syndic et le failli, ce qui peut avoir brouillé certaines pistes. Le syndic et le surintendant ne peuvent pas poursuivre leur enquête éternellement. Cependant, je suis convaincu que le failli ne collaborera jamais, et j'estime qu'il fera tout pour cacher ses biens.

Je refuse la libération, mais j'accorde au failli le droit de présenter une autre demande dans deux ans. A ce moment-là, la demande sera réexaminée à la lumière des mesures qui auront été prises par le failli, d'une part, et par le syndic et le surintendant, d'autre part.

Le surintendant et le syndic ont le droit de recouvrer leurs frais à même l'actif. L'avocat du syndic a demandé que le failli soit condamné à payer les frais de la requête si je la refusais et accordais au failli la permission de présenter une autre demande plus tard. Il a justifié sa demande en disant que le failli prolongeait la durée de l'audition par son refus de répondre aux questions et qu'il obligeait ainsi le syndic à appeler de nombreux témoins à la barre. Je suis d'accord avec ces déclarations. Cependant, je ne connais aucune situation où le failli a été condamné à payer les frais de sa propre demande de libération. Le failli a juré n'avoir aucun bien et ne recevoir qu'un salaire minime de la société de sa petite amie. Si ce qu'il a dit est vrai, il serait injuste de lui demander de payer les frais de sa requête. Cependant, je laisse au juge qui sera saisi de la nouvelle requête le soin de trancher la question, advenant que le failli n'ait pas dit la vérité sur ses biens pendant la présente audition. Le cas échéant, le juge voudra peut-être ordonner au failli de rembourser à l'actif les frais du syndic.

Trustee and the Superintendent should be permitted further time to ascertain where the assets have disappeared to, or, in the remote chance, to find that they have legitimately been lost.

While I understand the frustration that the Trustee has been faced with because of the conduct of the bankrupt, the Trustee has an obligation under the Act to act fairly with him. It would appear that animosity has grown up, particularly between counsel for the Trustee and the bankrupt, which may have clouded some of the issues. The Trustee and the Superintendent cannot go on for an unlimited time in their investigations. However, I am not satisfied that the bankrupt will ever co-operate, and I believe he will do his best to conceal what assets he has.

I refuse the discharge but with permission to the bankrupt to re-apply after the expiry of two years, at which time the matter may be reconsidered in light of what actions the bankrupt on the one part, and the Trustee and Superintendent on the other part, have taken.

The Superintendent and the Trustee are entitled to their costs out of the estate. Counsel for the Trustee requested that the bankrupt be ordered to pay the costs of this application if I dismissed the application but gave the right to re-apply at a further time. His reason was that the bankrupt lengthened the time of the hearing by his refusal to answer questions and required the calling of numerous witnesses by the Trustee. I agree with these allegations. However, I am not aware of any case where the bankrupt has been ordered to pay the costs of his own discharge application. The bankrupt has sworn that he has no assets and that his only income is a minimal salary from his girlfriend's company. If this is so it would be manifestly unjust to require him to pay the costs. I am not prepared to make such an order at this time. However, I leave the matter open to the judge hearing a new application in the event that the bankrupt has not told the truth about his assets on this hearing. If so, the judge may wish to order the bankrupt to reimburse the estate for the Trustee's costs.



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Faillites

Bankruptcy

1e 3 août 1987
August 3, 1987

Votre référence Your file

Notre référence Our file

**A TOUS LES SYNDICS ET REGISTRAIRES
TO ALL TRUSTEES AND REGISTRARS**

**PRÉLÈVEMENT DU SURINTENDANT
EN MATIÈRE DE PROPOSITIONS**

1. Je désire vous informer que le Gouverneur en conseil a amendé l'article 113 des Règles sur la faillite afin d'établir un plafond au prélèvement applicable dans une proposition.

2. La Loi sur la faillite spécifie que le but du prélèvement est de "défrayer la surveillance du Surintendant".

3. Dans le cas d'un concordat, la responsabilité statutaire du Surintendant est plutôt limitée, de sorte que le taux de prélèvement pouvait conduire à un résultat inéquitable dans des dossiers de propositions de grande envergure.

4. Ce caractère inéquitable de l'ancien taux est d'ailleurs apparu récemment dans le cas d'un concordat où le dividende était de près 200\$ millions, résultant en un prélèvement de plus d'un demi million de dollars.

5. L'amendement prescrit désormais un plafond pour les propositions, en fixant le prélèvement à 5% pour le premier million de dividende payé, 1 1/4% pour le deuxième million et 0% pour l'excédent.

SUPERINTENDENT'S LEVY IN PROPOSALS

1. I wish to inform you that the Governor in Council has amended Section 113 of the Bankruptcy Rules, in order to establish a ceiling on the applicable levy for proposals.

2. The Bankruptcy Act specifies that the purpose of the levy is to "defray the expenses of supervision by the Superintendent"

3. In the case of a proposal, the statutory responsibility of the Superintendent is somewhat limited, and therefore the rate of levy could have lead to an inequitable result in large-scale proposals.

4. The inequity of the previous fee schedule was brought to light recently in a proposal where the dividend payable was nearly \$200 million, thus resulting in a levy of more than half a million dollars.

5. The amendment henceforth prescribes a ceiling for proposals, by setting the levy at 5% for the first million paid in dividend, 1 1/4% for the second million at 0% for the excess amount.

Canada

6. Le nouveau taux s'applique à tout prélèvement payable le 1er septembre 1987 ou après cette date.

7. Vous trouverez ci-joint copie du décret. Il sera publié sous peu dans le Bulletin sur l'insolvabilité.

8. Le décret apporte aussi une modification technique à la version française des alinéas 113(1)a) à c) des règles.

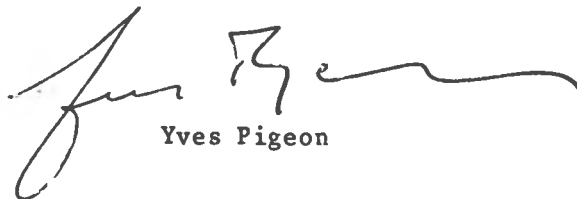
6. The new rate applies to all levies payable on September 1, 1987 or thereafter.

7. You will find enclosed a copy of the Order in Council. It will soon be published in the Insolvency Bulletin.

8. The Order in Council also provides for a technical amendment to paragraphs 113(1)a) to c) of the french version of the Rules.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy



Yves Pigeon

Registration

SOR/87-380 25 June, 1987

BANKRUPTCY ACT

Bankruptcy Rules, amendment

P.C. 1987-1271 25 June, 1987

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Consumer and Corporate Affairs and the Treasury Board, pursuant to subsection 180(1) of the Bankruptcy Act, is pleased hereby to amend the Bankruptcy Rules, C.R.C., c. 368, in accordance with the schedule hereto.

SCHEDULE

1. (1) All that portion of subsection 113(1)¹ of the *Bankruptcy Rules* preceding paragraph (a) thereof is revoked and the following substituted therefor:

"113. (1) Subject to subsection (2), the rate of levy payable under section 118 of the Act is,"

(2) Paragraphs 113(1)(a)¹ to (c)¹ of the French version of the said Rules are revoked and the following substituted therefor:

"a) cinq pour cent lorsque les paiements se chiffrent à 1 000 000 \$ ou moins;

b) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du montant dépassant 1 000 000 \$, lorsque les paiements s'élèvent à plus de 1 000 000 \$ mais ne dépassent pas 2 000 000 \$;

c) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du deuxième million de dollars, plus un quart pour cent du montant dépassant 2 000 000 \$, lorsque les paiements excèdent 2 000 000 \$."

(3) Subsection 113(2)¹ of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"(2) Where the payments are made under a proposal, the rate of levy payable under section 118 of the Act is,

(a) where the amount of payments is \$1 million or less, five per cent;

(b) where the amount of payments exceeds \$1 million but is not more than \$2 million, five per cent of the first million dollars plus one and one-quarter per cent of the amount in excess of \$1 million; and

(c) where the amount of payments exceeds \$2 million, five per cent of the first million dollars, plus one and one-quarter per cent of the second million dollars plus zero per cent of the amount in excess of \$2 million.

(3) Subsection (2) applies to all levies payable on September 1, 1987 and thereafter."

¹ SOR/85-325, 1985 *Canada Gazette* Part II, p. 1769

Enregistrement

DORS/87-380 25 juin 1987

LOI SUR LA FAILLITE

Règles régissant la faillite—Modification

C.P. 1987-1271 25 juin 1987

Sur avis conforme du ministre de la Consommation et des Corporations et du Conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 180(1) de la Loi sur la faillite, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de modifier, conformément à l'annexe ci-après, les Règles régissant la faillite, C.R.C., ch. 368.

ANNEXE

1. (1) Le passage du paragraphe 113(1)¹ des *Règles régissant la faillite* qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«113. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le taux du prélèvement payable en vertu de l'article 118 de la Loi est de :»

(2) Les alinéas 113(1)a) à c)¹ de la version française des mêmes règles sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«a) cinq pour cent lorsque les paiements se chiffrent à 1 000 000 \$ ou moins;

b) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du montant dépassant 1 000 000 \$, lorsque les paiements s'élèvent à plus de 1 000 000 \$ mais ne dépassent pas 2 000 000 \$;

c) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du deuxième million de dollars, plus un quart pour cent du montant dépassant 2 000 000 \$, lorsque les paiements excèdent 2 000 000 \$.»

(3) Le paragraphe 113(2)¹ des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(2) Dans les cas où les paiements sont faits aux termes d'une proposition, le taux du prélèvement payable en vertu de l'article 118 de la Loi est de :

a) cinq pour cent lorsque les paiements se chiffrent à 1 000 000 \$ ou moins ;

b) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du montant dépassant 1 000 000 \$, lorsque les paiements s'élèvent à plus de 1 000 000 \$ mais ne dépassent pas 2 000 000 \$;

c) cinq pour cent du premier million de dollars, plus un et un quart pour cent du deuxième million de dollars, plus zéro pour cent du montant dépassant 2 000 000 \$, lorsque les paiements excèdent 2 000 000 \$.

(3) Le paragraphe (2) s'applique à tout prélèvement payable le 1^{er} septembre 1987 ou après cette date.»

¹ DORS/85-325, *Gazette du Canada* Partie II, 1985, p. 1769

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

No. 18

RENSEIGNER LES CRÉANCIERS DU RÉSULTAT DE LA DEMANDE DE LIBÉRATION DU FAILLI

Émise: le 15 juin 1987

PROBLÈME

1. La Loi sur la faillite n'exige pas que le syndic informe les créanciers du résultat de la demande de libération du failli.

2. Ces renseignements sont néanmoins souvent requis par les créanciers pour procéder à la radiation de leurs comptes en souffrance selon la réalisation probable au dossier.

3. Les créanciers voulant s'enquérir du résultat ou du statut de la demande de libération du failli doivent communiquer avec le syndic, la cour ou le Bureau du Surintendant des faillites, engendrant ainsi un volume appréciable de travail pour répondre aux demandes de renseignements.

LIGNES DIRECTRICES

4. Le syndic communiquera aux créanciers et au Surintendant des faillites le résultat de la demande de libération du failli et/ou le statut de la demande en insérant une annotation:

- a) au bas du Relevé de recettes et de déboursés lorsque présenté au Surintendant pour fins de commentaires; et

INFORMING CREDITORS OF THE RESULT OF THE BANKRUPT'S APPLICATION FOR DISCHARGE

Issued: Juin 15, 1987

ISSUE

1. The Bankruptcy Act does not require the trustee to inform creditors of the result of the hearing on the application for discharge of the bankrupt.

2. This information is nevertheless often required by creditors in order to close their file or write-off their account depending on the probable financial outcome of the estate.

3. Creditors wishing to have the information regarding the status of the bankrupt's discharge have to call the Court, the trustee or the Office of the Superintendent of Bankruptcy, generating a substantial amount of work to answer these inquiries.

GUIDELINES

4. The trustee will inform the creditors and the Superintendent of Bankruptcy as to the result of the application for discharge of the bankrupt and/or the status of the application by inserting a footnote:

- a) on the Statement of Receipts and Disbursements when the Statement is presented to the Superintendent for comments; and

b) sur le Relevé de recettes et de déboursés envoyé aux créanciers avec l'avis de dividende définitif et de demande de libération du syndic ou sur l'avis de demande de libération du syndic (article 126), lorsque le formulaire 70 est utilisé.

CONSIDÉRATIONS

5. Lorsque le failli est libéré suite à une libération absolue, une libération suspendue ou après avoir satisfait aux exigences d'une libération conditionnelle, l'annotation servira l'avis quant au statut du failli.

6. Lorsque le failli n'est pas libéré en raison d'une audition remise sine die, d'une libération refusée ou d'une libération conditionnelle non respectée, il est également important que le tout soit noté au Relevé de recettes et de déboursés.

7. D'autre part, si le failli n'a pas satisfait aux exigences d'une libération conditionnelle, le montant non perçu par le syndic doit faire l'objet d'une mention au bas du Relevé de recettes et de déboursés.

8. Le syndic continuera, comme par le passé, à communiquer au Surintendant des faillites le résultat des demandes de libération des faillis au fur et à mesure que le tribunal se prononce.

b) on the Statement of Receipts and Disbursements sent to creditors with the Notice of Final Dividend and Application for Discharge or on the Notice of Trustee's Application for Discharge (section 126) where prescribed form 70 is used.

CONSIDERATION

5. Where the bankrupt is discharged as a result of obtaining an absolute discharge, a suspended discharge or satisfying the requirements of a conditional discharge, the footnote will provide the creditors with a notice of the status of the bankrupt.

6. Where the bankrupt has not been discharged as the hearing was adjourned sine die, the discharge was refused or the conditional order was not entirely satisfied, it is also important that the matter be noted on the Statement of Receipts and Disbursements.

7. Furthermore, where the bankrupt has not paid the amount that he is required to pay pursuant to a conditional order of discharge, this unpaid amount must be disclosed as a footnote on the Statement of Receipts and Disbursements.

8. The trustee will continue, as in the past, to notify the Superintendent of Bankruptcy of the result of the application for discharge as soon as the Court makes an order.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy



Yves Pigeon

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

No. 19

PUBLICATION DANS UN JOURNAL LOCAL

PUBLICATION IN LOCAL NEWSPAPER

Émise: le 15 juin 1987

Issued: June 15, 1987

GÉNÉRALITÉS

BACKGROUND

1. Des questions sont souvent soulevées quant à savoir quel journal local peut être utilisé pour publier l'avis aux créanciers de la première assemblée. Les mots "journal" et "local" sont interprétés de multiples façons non conformes aux intentions envisagées par le paragraphe 80(4) de la Loi sur la faillite.

1. Questions often arise as to which local newspaper may be used to publish the notice to creditors of the first meeting. The words "newspaper" and "local" are interpreted in a variety of ways resulting in a diffusion of information in a fashion which was not contemplated by subsection 80(4) of the Bankruptcy Act.

2. La présente Directive établit des normes pour les syndics quant au genre de journaux pouvant être utilisés selon les localités afin de satisfaire aux exigences de la Loi relativement à la publication dans un journal local.

2. This Directive establishes a standard for trustees as to what type of newspapers may be used according to the locality, to satisfy the requirements of the Act with regard to the publication in a local newspaper.

EXIGENCES LÉGISLATIVES

LEGISLATIVE REQUIREMENTS

3. Le paragraphe 80(4) de la Loi stipule que "le syndic doit publier dans un journal local un avis dans la forme prescrite".

3. Subsection 80(4) of the Act requires that "a notice in the prescribed form shall .. be published in the local newspaper by the trustee".

DÉFINITION

DEFINITION

4. Un "journal" est une publication imprimée régulièrement et habituellement distribuée sur une base quotidienne ou hebdomadaire, contenant nouvelles, publicité, opinions et autres items d'intérêt général. Ceci n'inclut pas un magazine ni une revue spécialisée.

4. A "newspaper" is a publication regularly printed and distributed usually daily or weekly, containing news, advertisements, opinions and other items of general interest. It does not include a magazine nor a specialized publication.

5. Pour fin de la présente Directive, un journal doit être publié dans l'une des langues officielles du Canada pour être admissible.

5. For the purpose of this Directive, an acceptable local newspaper shall be one which is published in one of Canada's official languages.

BUT DE LA PUBLICATION

6. Le but de la publication est de renseigner tous les créanciers qui auraient pu être omis dans la liste des créanciers. Ceci sert également à aviser le public en général avec qui le débiteur a transigé par le passé, transige présentement et transigera à l'avenir.

FACTEUR À CONSIDÉRER

7. La Directive #2 du Surintendant a réduit d'une manière appréciable le nombre d'actifs pour lesquels il est nécessaire de publier un avis. Les dossiers ayant une quantité limitée d'actifs peuvent maintenant être déposés selon les dispositions d'administration sommaire.

LIGNES DIRECTRICES

8. L'avis de la première assemblée doit être publié dans un journal important, lu par une grande partie de la population dans la localité géographique du débiteur.

9. Selon la localité du débiteur, la publication doit:

- a) dans une région métropolitaine, se faire dans un quotidien distribué par abonnement;
- b) dans une localité à l'extérieur d'une région métropolitaine où un journal local est publié, se faire dans le quotidien publié localement. Si un tel quotidien n'est pas disponible, la publication doit se faire dans un hebdomadaire publié localement et distribué par abonnement;
- c) dans une localité à l'extérieur d'une région métropolitaine où il n'y a pas de journal publié localement, se faire dans un quotidien ou un hebdomadaire distribué par abonnement qui est généralement lu par la population de cette localité;

PURPOSE OF PUBLICATION

6. The purpose of the publication is to inform all the creditors who may have been omitted on the list of creditors. It is also to inform the general public with whom the debtor had been dealing in the past, is dealing with presently or will be dealing with in the future.

CONSIDERATION

7. Directive # 2 of the Superintendent has substantially reduced the number of estates for which a publication of the notice of bankruptcy is required. Estates with limited assets may now be filed pursuant to the provisions of summary administration.

GUIDELINES

8. The notice of the first meeting must be published in a major newspaper which is read by a large segment of the population in the geographic locality of the debtor.

9. Depending on the locality of the debtor, the publication shall:

- a) in a metropolitan area, be in a major daily subscribed newspaper;
- b) in localities outside a metropolitan area where a local subscribed newspaper is published, be in the daily newspaper published locally. If such local publication is not available, the publication shall be in a weekly subscribed newspaper published locally;
- c) in a locality outside a metropolitan area where there are no newspapers published locally, be in the daily or weekly subscribed newspaper generally read by the population of the locality;

d) dans les localités où les journaux importants sont publiés dans les deux langues officielles du Canada, se faire dans la langue dans laquelle le débiteur poursuivait généralement ses affaires.

10. Dans certaines régions, un journal régional, approuvé par le bureau local du Surintendant des faillites, peut remplacer les journaux désignés au paragraphe 9.

11. Un magazine, une revue spécialisée ou l'édition dominicale d'un quotidien, ne satisfait pas aux exigences de la présente Directive.

12. L'avis doit être conforme à la forme prescrite (formules 1 et 55, 56 ou 57 selon les circonstances) y insérant tous les éléments indiqués (nom au complet du failli, adresse récente, occupation, etc...).

13. Le but de la publication de l'avis n'est pas de servir à des fins de publicité pour le syndic. Le nom, l'adresse et le logotype du syndic doivent être d'une grosseur raisonnable en regard du reste de l'avis. La largeur normale de l'annonce est habituellement d'une colonne.

d) in localities where major subscribed newspapers are published in both official languages, be in the language in which the debtor normally conducted business.

10. In some regions, a regional newspaper, approved by the local Office of the Superintendent of Bankruptcy, could be an appropriate replacement to the newspapers designated under paragraph 9.

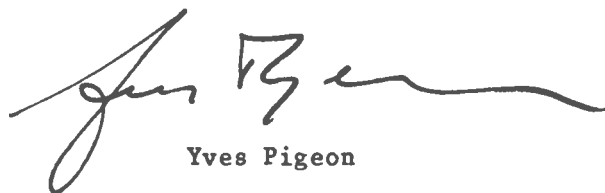
11. A magazine, a specialized publication or a Sunday edition of a newspaper does not satisfy the requirements of this Directive.

12. Publication must be in accordance with the prescribed form (Forms 1 and 55, 56 or 57 depending on the circumstances) including the elements contained therein (bankrupt's full name, locality, occupation, etc...).

13. The purpose of the publication of the notice is not to be utilized as a means of publicity for the trustee. The name, address and logo of the trustee should be of a reasonable size in relation to the rest of the notice. The reasonable width of an advertisement is normally one column.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy



Yves Pigeon

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

No. 20

RENSEIGNEMENTS À ÊTRE FOURNIS AUX CRÉANCIERS DANS LES PROPOSITIONS COMMERCIALES

Émise: le 15 juin 1987

GÉNÉRALITÉS

1. Dans le cas de proposition commerciale, vu l'absence de normes, la qualité de l'information fournie aux créanciers ne rencontre pas toujours les exigences de la Loi sur la faillite (paragraphe 32(5)) et les créanciers ne reçoivent pas toujours l'information nécessaire à une décision éclairée quand à l'acceptation ou le rejet de la proposition.

2. Il est important, pour la crédibilité du système d'insolvabilité, que les créanciers reçoivent toute l'information nécessaire et que le syndic la rende disponible de façon complète et objective.

3. La présente directive définit les normes du Surintendant quant à l'information qui doit être fournie aux créanciers dans le cas de propositions commerciales.

LIGNES DIRECTRICES

4. Pour toute proposition concordataire commerciale, le syndic doit préparer un rapport écrit aux créanciers afin de leur fournir tous les renseignements nécessaires à une prise de décision éclairée.

INFORMATION TO BE PROVIDED TO CREDITORS IN COMMERCIAL PROPOSALS

Issued: June 15, 1987

BACKGROUND

1. As there exists no standard of presentation or guidelines, the quality of information provided to creditors does not meet the requirements of the Bankruptcy Act (subsection 32(5)) and the creditors do not receive all the necessary information that they would need to make a well-informed decision on the acceptance or the refusal of the proposal.

2. It is important, for the credibility of the insolvency system, that the creditors receive all the necessary information and that the trustee provides it in a complete and objective manner.

3. The present directive establishes the Superintendent's standards as to the information to be provided to creditors in a commercial proposal.

GUIDELINES

4. In all commercial proposals, the trustee must prepare a written report to the creditors to provide them with the necessary information to take a well informed decision.

5. Le format suggéré en annexe "A" devrait servir de modèle au syndic pour la préparation de ce rapport.

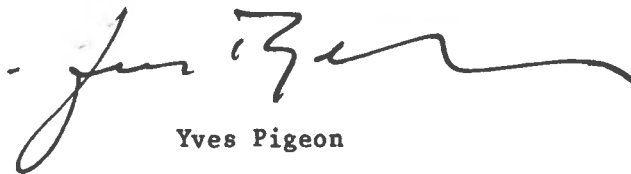
5. The suggested format in appendix "A" should serve as a guideline to the trustee for the preparation of this report.

6. Il est suggéré que le rapport et/ou les renseignements pertinents disponibles lors de la préparation de l'avis aux créanciers soient envoyés à ceux-ci avec l'avis afin que les créanciers puissent l'étudier et que tout ceux qui ne seront pas présents puissent voter par procuration ou par lettre en étant bien renseignés.

6. It is recommended that the report and/or the pertinent information available at the time the notice to creditors is sent, be provided to them with the notice in order for the creditors to study the report and for those who will not be attending the meeting to vote by proxy or voting letter being well informed.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a long horizontal flourish extending to the right.

Yves Pigeon

TRUSTEE'S REPORT ON THE PROPOSAL

A. Background

Explain what has been the evolution of the debtor's position through the current situation and mention the main factors of that evolution. Also, names of the principal shareholder(s) and of the directors of the company should be mentioned if applicable, together with the percentage of shares owned and the positions occupied. Any related and/or associated corporations of the debtor, if pertinent, as well as any third party associated with the proposal should be disclosed.

B. Summary of Proposal

Where appropriate, a brief summary of the proposal is to be made.

C. Financial Position and Causes of Difficulties

Comply with Subsection 32(5) of the Bankruptcy Act as to the appraisal and investigation of the affairs and property of the debtor to estimate with reasonable accuracy the debtor's financial situation and the causes of his difficulties.

Where the operations of the debtor's business are significant to the proposal, the status of these operations should be reported on, including whether they are to be continued or discontinued.

Advise the creditors as to the availability of the most recent financial statements and make comments if applicable.

D. Interim Receiver

If an interim receiver has been appointed, the creditors should be advised as to any pertinent information arising from such appointment.

E. Identification and Evaluation of Assets

For the purpose of projecting the realization in a bankruptcy situation, attempt to evaluate the assets of the debtor by class and disclose the basis of evaluation. If such an evaluation has not been done, mention that such is the case and give the reasons for not evaluating the assets. Also attempt to identify and report to creditors on any encumbrances against the said assets.

F. Conduct of the Debtor

Attempt, to the best of your ability, to identify any preferential payment, settlement or reviewable transaction that the debtor may have been a party to and report to the creditors. The trustee should also disclose the nature of the work performed in identifying these transactions. If no work has been done in this area, so advise the creditors.

Report to the creditors on any offences under the Bankruptcy Act that might have been noted.

G. Creditors' Claims

Report on the proofs of claim received and on material differences with the liabilities indicated on the Statement of Affairs if any.

Bring to the attention of the creditors all claims in the estate involving parties related to the debtor as well as the nature of the review of the trustee to ascertain the validity of the transactions.

Attempt to identify any trust claim and report accordingly to the creditors as to the implications in a bankruptcy situation.

Indicate whether or not a legal opinion has been obtained on the validity of the claims if there are secured creditors.

H. Previous Business Dealings with the Debtor

"State if the trustee or a firm with whom he is related:

- i) has provided previous services to the debtor (i.e. interim receiver, auditor, accountant, consultant, agent, receiver, etc...); and/or
- ii) may be in a possible conflict of interest situation as a result of having provided such services."

I. Informal Meetings with Major Creditors

Information regarding previous meetings with major creditors may be provided to the other creditors.

J. Remuneration of Trustee

An estimated fee in the proposal could be shown in a Statement of Realization;
or

The trustee should disclose the basis on which he will recover his fees and also the existence of any deposit, guaranty or private arrangement.

K. Other

Any other pertinent facts, such as legal proceedings or contract arrangements, in which the debtor is involved, should be mentioned to the creditors since these could influence their decision.

L. Statement of Estimated Realization

A statement of estimated realization should be included in the report. The statement should show both scenarios (i.e. in the eventualities of accepting the proposal and of bankruptcy). The format is at the trustee's discretion however there should be as much disclosure as possible to indicate the amount which would be available for distribution to unsecured creditors.

M. Recommendations

It is the trustee's duty to inform the creditors in an objective and professional manner. He must state whether or not, in his opinion, the proposal is to the advantage of the creditors. To this end, he may take into account not only the terms of the proposal but also some other factors such as the volume of business that the debtor could bring to its creditors in the future. If no recommendation is made in the report, the trustee must indicate the reasons for this situation.

RAPPORT DU SYNDIC SUR LA PROPOSITION

A. Historique

Expliquer l'évolution de la situation actuelle du débiteur et faire état des principaux facteurs de cette évolution . Les noms des principaux actionnaires et des directeurs de l'entreprise devraient être indiqués, si pertinents, de même que le pourcentage d'actions détenues et les postes occupés. Lorsqu'applicable, faire mention des tiers ou des corporations du débiteur impliqués et/ou associés à la proposition

B. Sommaire de la proposition

Lorsqu'approprié, un bref sommaire de la proposition devrait être fait.

C. Situation financière et causes des difficultés

Se conformer au paragraphe 32(5) de la Loi sur la faillite en ce qui a trait à l'estimation et à l'enquête relativement aux affaires et aux biens du débiteur afin d'estimer avec un degré raisonnable d'exactitude la cause des difficultés financières et la situation financière du débiteur.

Informers les créanciers en ce qui a trait à la disponibilité des états financiers les plus récents et commenter si nécessaire.

D. Séquestre intérimaire

Si un séquestre intérimaire a été nommé, les créanciers devraient être avisés de tous renseignements pertinents relativement à cette nomination.

E. Identification et évaluation des actifs

Dans le but de faire des projections en ce qui concerne la réalisation en situation de faillite, tenter d'évaluer les actifs du débiteur par classe et divulguer la base de l'évaluation. Lorsqu'une telle évaluation n'a pas été faite, mentionner que c'est le cas et donner les raisons pour lesquelles les actifs n'ont pas été évalués. Tenter également d'identifier et de faire rapport aux créanciers sur tout privilège sur lesdits actifs.

F. Conduite du débiteur

Tenter, au meilleur de votre capacité, d'identifier tout payment préférentiel, disposition de biens ou transaction revisable auxquels le débiteur aurait pu être associé et en faire rapport aux créanciers. Le syndic devrait aussi divulguer la nature du travail exécuté lors de l'identification de ces transactions. Si aucun travail n'a été fait à ce niveau, en informer les créanciers.

Faire rapport aux créanciers sur toute infraction en vertu de la Loi de la faillite qui aurait pu être notée.

G. Réclamations des créanciers

Faire rapport sur les preuves de réclamation reçues et sur les variances importantes, s'il en est, par rapport aux dettes indiquées au bilan.

Porter à l'attention des créanciers toutes les réclamations au dossier impliquant des personnes liées au débiteur de même que la nature de la revue faite par le syndic pour assurer la validité des transactions.

Tenter d'identifier toute réclamation en fiducie ou en fiducie présumée et faire rapport aux créanciers en ce qui a trait aux implications en situation de faillite.

Indiquer si une opinion légale a été obtenue sur la validité des réclamations lorsqu'il y a des créanciers garantis.

H. Relations d'affaires antérieures avec le débiteur

"Déclarer si le syndic ou une firme avec laquelle il est lié:

- i) ont fourni des services au débiteur par le passé (i.e. séquestre intérimaire, comptable, vérificateur, consultant, etc...); et/ou
- ii) pourraient être dans une situation possible de conflit d'intérêts en raison de ces services."

I. Assemblées informelles avec les principaux créanciers

Vous pouvez aviser de toute(s) assemblée(s) informelle(s) préalable(s) avec les principaux créanciers en rapport avec la présente proposition.

J. Rémunération du syndic

Une estimation de la rémunération dans la proposition pourrait être montrée dans un état de réalisation;

ou

Le syndic devrait faire état de la base de sa rémunération et aussi de l'existence de tout dépôt, garantie ou entente privée.

K. Autre

Tout autre fait pertinent, tel une procédure légale ou un arrangement contractuel, impliquant le débiteur, devrait être mentionné aux créanciers étant donné que celui-ci pourraient influencer leur décision.

L. Etat de réalisation estimée

Un état de réalisation estimée devrait être intégré au rapport. Cet état devrait présenter les deux scénarios (i.e. dans les éventualités de l'acceptation de la proposition et de la faillite). La présentation est laissée à la discrétion du syndic, cependant, il devrait contenir le plus de renseignements possibles afin d'indiquer le montant qui serait disponible pour distribution aux créanciers ordinaires.

M. Recommandations

Il est du devoir du syndic d'informer les créanciers d'une manière objective et professionnelle. Il doit signifier si, selon son opinion, la proposition est ou non à l'avantage des créanciers. A cette fin, il peut prendre en considération non seulement les termes de la proposition mais aussi certains autres facteurs tel le volume d'affaire que le débiteur pourrait apporter à ses créanciers dans l'avenir. Si aucune recommandation n'est faite dans le rapport, le syndic doit indiquer ses raisons pour cette situation.

Directives



Consommation
et Corporations Canada

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Surintendant des
faillites

Superintendent of
Bankruptcy

No. 21

DOCUMENTS À ÊTRE ENVOYÉS PAR LE SYNDIC AU SURINTENDANT DES FAILLITES

Émise: le 3 août 1987

1. Une lettre du surintendant en date du 10 janvier 1986 faisait part aux syndics de la liste des documents à être systématiquement soumis au bureau du Surintendant des faillites pour faciliter la surveillance de l'administration des actifs.

2. Le but de la présente Directive est de présenter formellement cette demande.

3. Vous trouverez en annexe la liste des documents à être envoyés au bureau local du Surintendant. Cette liste est la même qui apparaissait à la lettre du 10 janvier 1986 et l'application de la présente Directive est rétroactive à la date de la demande originale. Dans les districts où certains documents sont communiqués directement au surintendant par le tribunal, les syndics ne sont pas tenus de transmettre ces documents.

4. A l'occasion, l'Administrateur de faillite ou le séquestre officiel pourra faire une demande spéciale auprès du bureau du syndic pour obtenir certains autres documents qui seraient requis dans un dossier particulier.

DOCUMENTS TO BE FILED BY THE TRUSTEE WITH THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY

Issued: August 3, 1987

1. A letter dated January 10th, 1986 under the Superintendent's signature informed trustees of the list of documents to be systematically filed with the Office of the Superintendent to facilitate the supervision of estate administration.

2. The purpose of this Directive is to formalize this request.

3. Attached is a list of the documents to be sent to the local Office of the Superintendent. This list is the same which appeared in the letter of January 10th, 1986 and compliance with the requirements of this Directive is retroactive to the date of the original request. In those districts where certain documents are directly communicated to the Superintendent by the Court, trustees are not required to provide the documents in question.

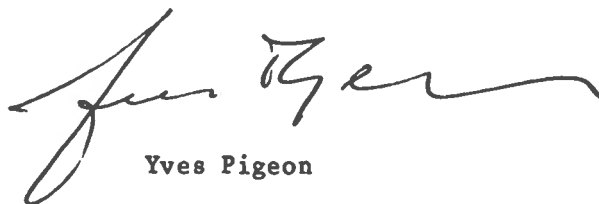
4. The Bankruptcy Administrator or the Official Receiver may, occasionally, make a special request to the trustee's office for other documents which may be needed with respect to a specific estate.

5. Les formulaires de remise pour le prélèvement, les actifs non-distribués et les dividendes non-réclamés continueront d'être envoyés au bureau du Surintendant des faillites à Ottawa/Hull.

5. Remittance forms for levy, undistributed assets and unclaimed dividends will continue to be sent to the Office of the Superintendent in Ottawa/Hull.

Le Surintendant des faillites

The Superintendent of Bankruptcy

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Yves Pigeon', with a stylized, flowing script.

Yves Pigeon

**LISTE DE DOCUMENTS À ÊTRE ENVOYÉS AU
SURINTENDANT DES FAILLITES**

Annexe "A"

A - ADMINISTRATION SOMMAIRE

- Cession au bénéfice des créanciers (ou ordonnance de séquestre) et l'affidavit d'exécution;
- Fiche de renseignements sur l'actif;
- Bilan statutaire;
- Rapport préliminaire écrit du syndic lorsque le bilan statutaire n'est pas selon la formule 74A des Règles;
- Procès-verbal de la première assemblée des créanciers;
- Procès-verbaux des assemblées d'inspecteurs*;
- Rapport du syndic sur la demande de libération du failli (article 140);
- Avis de la demande et ordonnance de libération du failli;
- Relevé de recettes et de déboursés (projet et relevé taxé si modifié); et
- Avis de la demande et ordonnance de libération du syndic.

C - PROPOSITION

- Proposition;
- Résolution des administrateurs de la compagnie*;
- Fiche de renseignements sur l'actif;
- Bilan statutaire;
- Procès-verbal de la première assemblée des créanciers;
- Affidavit de la mise à la poste;
- Preuve de publication*;
- Rapport en vertu du paragraphe 32(5);
- Cautionnement de l'actif;
- Rapport en vertu de l'article 40;
- Procès-verbaux des assemblées et/ou résolutions d'inspecteurs;
- Ordonnances rendues par la Cour;
- Avis de demande de soumissions;
- États d'ajustements dans le cas d'immeuble;
- Relevé de recettes et de déboursés (projet et relevé taxé si modifié); et
- Avis de la demande et ordonnance de libération du syndic.

B- ADMINISTRATION ORDINAIRE

- Cession au bénéfice des créanciers (ou ordonnance de séquestre) et l'affidavit d'exécution;
- Fiche de renseignements sur l'actif;
- Bilan statutaire;
- Résolution des administrateurs de la compagnie*;
- Affidavit de la mise à la poste;
- Preuve de publication;
- Rapport préliminaire écrit du syndic lorsque le bilan statutaire n'est pas selon la formule 74A des Règles;
- Cautionnement de l'actif;
- Procès-verbal de la première assemblée des créanciers;
- Rapport du syndic sur la demande de libération du failli (article 140);
- Avis de la demande et ordonnance de libération du failli;
- Procès-verbaux des assemblées et/ou résolutions d'inspecteurs;
- Ordonnances rendues par la Cour;
- Avis de demande de soumissions;
- États d'ajustements dans le cas d'immeuble;
- Relevé de recettes et de déboursés (projet et relevé taxé si modifié); et
- Avis de la demande et ordonnance de libération du syndic.

* le cas échéant

**LIST OF DOCUMENTS TO BE FILED
WITH THE SUPERINTENDENT OF BANKRUPTCY**

Annex "A"

A - SUMMARY ADMINISTRATION

- Assignment for general benefit of creditors (or receiving order) and verifying affidavit;
- Estate information summary;
- Statement of affairs;
- Trustee's written preliminary report where the Statement of Affairs is not filed in form 74A of the Rules;
- Minutes of the first meeting of creditors;
- Minutes of inspector's meetings*;
- Notice of application and order of discharge of bankrupt;
- Report of trustee on bankrupt's application for discharge (Sect. 140);
- Statement of receipts and disbursements (draft and taxed copy if modified); and
- Notice of application and order of discharge of trustee.

C - PROPOSAL

- Proposal;
- Resolution of the board of directors of the company*;
- Estate information summary;
- Statement of affairs;
- Minutes of the first meeting of creditors;
- Affidavit of mail;
- Proof of publication*;
- Report pursuant to Sub-section 32(5);
- Report pursuant to Section 40;
- Estate bond;
- Minutes of inspector's meetings and/or resolutions*;
- Court orders;
- Notice of tenders;
- Statement of adjustment for real estate;
- Statement of receipts and disbursements (draft and taxed copy if modified); and
- Notice of application and order of discharge of trustee.

B - ORDINARY ADMINISTRATION

- Assignment for general benefit of creditors (or receiving order) and verifying affidavit;
- Estate information summary;
- Statement of affairs;
- Resolution of the board of directors of the company*;
- Affidavit of mail;
- Proof of publication;
- Trustee's written preliminary report where the Statement of Affairs is not filed in form 74A of the Rules;
- Estate bond;
- Minutes of the first meeting of creditors;
- Notice of application and order of discharge of bankrupt;
- Report of trustee on bankrupt's application for discharge (Sect. 140);
- Minutes of inspector's meetings and/or resolutions*;
- Court orders;
- Notice of tenders;
- Statement of adjustments for real estate;
- Statement of receipts and disbursements (draft and taxed copy if modified); and
- Notice of application and order of discharge of trustee.

* where applicable



Consommation
et Corporations Canada

Faillites

Consumer and
Corporate Affairs Canada

Bankruptcy

Votre référence Your file

Notre référence Our file

**MODIFICATION À LA CIRCULAIRE
D'INFORMATION NO. 29**

Date: le 1 août 1987

1. La circulaire d'information no. 29 émise le 19 juin 1986 est modifiée de la façon suivante.
2. Remplacer le paragraphe 9 par ce qui suit:

"9. Lorsque le syndic considère que ce remboursement ne constitue pas un bien de l'actif et est incapable de retracer la failli, le chèque doit être retourné à Revenu Canada, au Centre fiscal de sa région."

Le Surintendant des faillites

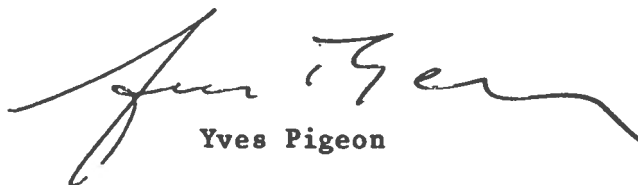
**AMENDMENT TO INFORMATION
STATEMENT NO. 29**

Date: August 1, 1987

1. Information Statement No. 29, issued June 19, 1986, is modified as follows.
2. Paragraph 9 is replaced by the following:

"9. Where the trustee considers that the said refund does not form part of the estate assets and cannot trace the bankrupt, the cheque must be returned to Revenue Canada at the nearest Fiscal Centre."

The Superintendent of Bankruptcy



Yves Pigeon

Canada

Statistics

BANKRUPTCIES

May 1987

Statistiques

FAILLITES

mai 1987

	Current Month <i>Mois courant</i>			Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>		
	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total
Nfld./T.-N.	18	1	19	128	20	148
N.S./N.-É.	87	18	105	454	104	558
P.E.I./I.P.-É.	3	1	4	13	2	15
N.B./N.-B.	18	1	19	100	27	127
Québec	601	214	815	3,225	1,095	4,320
Ontario	566	121	687	3,354	749	4,103
Manitoba	83	23	106	463	123	586
Saskatchewan	50	34	84	252	158	410
Alberta	225	75	300	1,123	427	1,550
B.C./C.B.	198	108	306	1,137	577	1,714
N.W.T./T.N.-O.	0	0	0	5	1	6
Yukon	1	0	1	6	2	8
Canada	1,850	596	2,446	10,260	3,285	13,545

PROPOSALS

May 1987

PROPOSITIONS

mai 1987

	Current Month <i>Mois courant</i>	Yearly to date <i>Cumul pour l'année</i>
Nfld./T.-N.	0	0
N.S./N.-É.	0	3
P.E.I./I.P.-É.	0	1
N.B./N.-B.	0	7
Québec	14	80
Ontario	34	150
Manitoba	2	8
Saskatchewan	1	3
Alberta	1	12
B.C./C.B.	2	34
N.W.T./T.N.-O.	0	0
Yukon	0	1
Canada	54	299

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF MAY 1987, BY PROVINCE, BY TYPE OF INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE MAI 1987, PAR PROVINCE, PAR GENRE D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

	Current Month Mois Courant	Liabilities* Passif*	Yearly to Date Cumul pour l'année	Liabilities* Passif*
	Number Nombre	\$	Number Nombre	\$
NEWFOUNDLAND/TERRÉ-NEUVE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	0	0
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	4	3,455,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	1	14,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	7	788,550
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	1	33,000
Services	1	31,000	7	508,500
Total	1	31,000	20	4,799,550
NOVA SCOTIA/NOUVELLE-ÉCOSSE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	5	80,000	9	724,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	6	1,385,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	3	235,500	21	1,538,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	136,000	6	294,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	5	6,330,500	21	14,695,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	2	102,000
Services	3	173,000	39	10,061,950
Total	18	6,955,000	104	28,800,950
PRINCE EDWARD ISLAND/ILE DU PRINCE-ÉDOUARD				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	0	0
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	0	0
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	0	0
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	1	45,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	1	25,000	1	25,000
Total	1	25,000	2	70,000

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$
NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	1	105,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	1	210,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	3	978,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	2	193,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	11	1,155,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	1	23,000
Services	1	115,000	8	522,000
Total	1	115,000	27	3,186,000
QUÉBEC				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	10	649,000	52	7,114,550
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	14	2,938,500	82	27,242,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	25	3,144,500	125	14,538,600
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	12	2,316,500	50	11,760,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	74	11,978,500	404	70,005,050
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	8	7,754,500	22	8,962,000
Services	71	5,937,000	360	64,698,600
Total	214	34,718,500	1,095	204,321,300
ONTARIO				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	3	671,000	36	5,407,550
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	7	6,588,100	69	39,618,100
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	29	2,130,100	140	15,202,400
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	6	271,050	34	1,673,450
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	31	3,744,000	221	33,822,600
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	91,000	24	4,644,600
Services	44	5,513,600	225	35,847,300
Total	121	19,008,850	749	136,216,000

*As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$
MANITOBA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	4	873,000	24	3,472,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	1	12,500	9	1,803,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	2	70,000	14	1,535,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1	61,000	12	1,010,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	9	547,000	36	3,497,550
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	31,000	4	236,000
Services	5	474,500	24	3,648,000
Total	23	2,069,000	123	15,202,550
SASKATCHEWAN				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	8	1,988,000	35	6,469,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	3	398,000	9	1,651,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	550,000	20	1,915,050
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	595,000	17	2,133,050
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	12	1,212,500	45	13,475,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	3	358,000	8	2,348,000
Services	5	681,000	24	4,336,500
Total	34	5,782,500	158	32,328,100
ALBERTA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	14	3,378,500	52	18,681,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	3	368,000	25	12,325,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	9	1,180,000	74	27,957,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	12	633,000	43	4,927,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	12	1,373,500	90	25,912,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	7	3,606,000	32	46,487,000
Services	18	3,669,000	111	33,023,500
Total	75	14,208,000	427	169,314,000

* As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$	Number Nombre	Liabilities* Passif* \$
BRITISH COLUMBIA / COLOMBIE BRITANNIQUE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	6	1,026,000	48	9,001,050
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	7	2,103,500	50	38,626,100
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	15	7,809,500	91	25,387,900
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	13	1,067,500	46	5,062,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	24	2,480,550	135	32,545,100
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	13	3,464,000	46	40,827,100
Services	30	9,032,000	161	41,156,750
Total	108	26,983,050	577	192,606,000
NORTHWEST TERRITORIES / TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	0	0
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	1	125,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	0	0
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	1	63,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	0	0	1	6,000,000
Total	0	0	3	6,188,000
CANADA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	50	8,665,500	257	50,975,150
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	35	12,408,600	251	122,861,200
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	84	15,119,600	493	92,632,950
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	48	5,080,050	211	27,067,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	167	27,666,550	972	196,004,850
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	33	15,304,500	140	103,662,700
Services	179	25,651,100	961	199,828,100
Total	596	109,895,900	3,285	793,032,450

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	5	0	0	5	4,500	70,000
OTHERS/AUTRES	13	1	0	14	134,300	290,000
TOTAL	18	1	0	19	138,800	360,000
N.S./N.-E.						
HALIFAX	33	2	0	35	190,950	549,000
SYDNEY	10	2	0	12	69,400	164,000
SYDNEY MINES	4	1	0	5	77,500	150,500
OTHERS/AUTRES	40	13	0	53	1,935,700	7,332,000
TOTAL	87	18	0	105	2,273,550	8,195,500
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTETOWN	2	1	0	3	6,150	43,500
OTHERS/AUTRES	1	0	0	1	2,500	19,500
TOTAL	3	1	0	4	8,650	63,000
N.B./N.-B.						
FREDERICTON	3	0	0	3	53,500	95,500
MONCTON	1	0	0	1	950	8,500
SAINT-JOHN	6	0	0	6	60,950	88,500
OTHERS/AUTRES	8	1	0	9	206,500	538,500
TOTAL	18	1	0	19	321,900	731,000
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	4	0	0	4	13,000	45,000
CHICOUTIMI-JONQUIERE	16	5	1	22	1,599,400	1,938,500
DRUMMONDVILLE	3	0	0	3	71,700	156,500
GRANBY	6	6	0	12	138,700	451,000
HULL/GATINEAU/AYLMER	45	10	0	55	793,550	1,824,000
MONTREAL	268	71	2	341	9,037,800	21,169,500
QUEBEC	54	19	3	76	807,050	2,983,500
RIMOUSKI	3	1	0	4	2,150	100,500
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	7	3	0	10	106,400	357,500
SHAWINIGAN	1	3	0	4	2,100	81,000
SHERBROOKE	6	6	0	12	61,650	498,500
SOREL	2	1	0	3	3,100	64,000
ST-HYACINTHE	3	2	0	5	7,750	100,500
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	5	0	10	17,550	496,500
ST-JEROME	1	1	0	2	750	15,500
THETFORD-MINES	1	1	0	2	11,850	37,000
TROIS-RIVIERES	6	8	1	15	145,350	565,500
VICTORIAVILLE	0	1	0	1	33,000	210,000
OTHERS/AUTRES	170	71	7	248	17,949,600	29,621,000
TOTAL	601	214	14	829	30,802,450	60,715,500

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	1	0	0	1		0
BELLEVILLE	2	0	0	2	4,500	17,500
BRANTFORD	6	0	2	8	120,000	453,000
BROCKVILLE	3	1	0	4	120,500	251,000
CHATHAM	6	0	0	6	47,500	160,500
CORNWALL	0	1	0	1	5,500	25,000
GUELPH	4	1	3	8	16,600	77,000
HAMILTON	53	2	10	65	288,550	1,168,000
KINGSTON	6	1	0	7	61,850	204,000
KITCHENER	16	9	4	29	6,225,850	7,189,500
LONDON	13	8	0	21	91,200	2,402,000
NORTH BAY	7	0	0	7	6,250	77,000
ORILLIA	2	0	0	2	300	12,000
OSHAWA	16	3	0	19	77,100	563,000
OTTAWA	57	15	0	72	444,500	2,429,000
OWEN SOUND	0	1	0	1	0	63,000
PETERBOROUGH	5	1	0	6	5,250	68,500
SARNIA	11	1	0	12	187,900	337,500
SAULT-STE-MARIE	8	3	0	11	415,000	948,500
ST-CATHARINES/NIAGARA	28	2	0	30	81,750	582,500
STRATFORD	2	0	0	2	1,000	25,000
SUDBURY	12	0	0	12	105,750	335,500
THUNDER BAY	8	0	0	8	14,350	131,000
TORONTO	177	39	11	227	569,550	8,127,450
WINDSOR	15	6	0	21	120,800	771,050
OTHERS/AUTRES	108	27	4	139	2,693,250	12,209,600
TOTAL	566	121	34	721	11,704,800	38,628,100
MANITOBA						
WINNIPEG	61	12	2	75	561,600	1,521,600
OTHERS/AUTRES	22	11	0	33	427,900	1,722,500
TOTAL	83	23	2	108	989,500	3,244,100
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	1	2	0	3	70,000	219,000
PRINCE ALBERT	1	0	0	1	55,000	91,000
REGINA	18	2	0	20	313,450	543,500
SASKATOON	21	13	1	35	942,100	2,834,500
OTHERS/AUTRES	9	17	0	26	1,201,000	3,703,000
TOTAL	50	34	1	85	2,581,550	7,391,000

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	97	21	1	119	3,233,950	12,754,500
EDMONTON	66	24	0	90	1,747,400	6,683,500
MEDICINE HAT	6	0	0	6	95,500	155,500
OTHERS/AUTRES	56	30	0	86	2,207,900	6,819,500
TOTAL	225	75	1	301	7,284,750	26,413,000
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	3	0	0	3	6,500	40,500
KAMLOOPS	13	6	0	19	297,000	1,483,050
KELOWNA	5	3	0	8	65,500	1,010,000
NANAIMO	3	3	0	6	46,000	191,500
PRINCE-GEORGE	19	11	0	30	601,400	1,402,000
TERRACE	5	0	0	5	57,000	135,000
VANCOUVER	80	49	1	130	8,276,650	22,017,000
VERNON	1	2	0	3	3,000	487,000
VICTORIA	8	9	0	17	190,300	6,900,500
OTHERS/AUTRES	61	25	1	87	2,139,150	4,980,000
TOTAL	198	108	2	308	11,682,500	38,646,550
YUKON						
TOTAL	1	0	0	1	1,500	11,500
CANADA						
TOTAL	1,850	596	54	2,500	67,789,950	184,399,250

ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)
PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)

Report for the month of April 1987 — Rapport du mois de d'avril 1987	Participating Provinces — Provinces Participantes						
	British Columbia — Colombie Britannique	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	Prince Edward Island — Île du Prince- Édouard	Total
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	43	12	3	9	38	2	107
Total amount paid into court on all consoli- dation orders during the month Montant versé à la cour durant le mois rela- tivement à tous les ordonnances de fusion	209,886.69	123,787.13	42,089.48	16,610.17	139,581.38	4,152	536,106.85
Total amount distributed to registered credi- tors under all consolidation orders during the month Montant distribué durant le mois aux créan- ciers inscrits sous les ordonnances de fusion	476,577.79	220,987.97	77,193.44	18,372.65	157,115.95	0	950,247.80
Total number of terminations and defaults during the month Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	15	6	1	2	43	0	67

Statistics

BANKRUPTCIES

June 1987

Statistiques

FAILLITES

juin 1987

	Current Month Mois courant			Yearly to date Cumul pour l'année		
	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total	Consumer Consommateur	Business Affaire	Total Total
Nfld./T.-N.	16	2	18	144	22	166
N.S./N.-É.	92	13	105	547	117	664
P.E.I./I.P.-É.	6	1	7	19	3	22
N.B./N.-B.	36	11	47	136	38	174
Québec	609	227	836	3,835	1,338	5,173
Ontario	780	142	922	4,141	896	5,037
Manitoba	80	30	110	543	153	696
Saskatchewan	50	28	78	302	186	488
Alberta	230	92	322	1,353	523	1,876
B.C./C.B.	266	118	384	1,403	697	2,100
N.W.T./T.N.-O.	2	2	4	7	3	10
Yukon	1	0	1	7	2	9
Canada	2,168	666	2,834	12,437	3,978	16,415

PROPOSALS

June 1987

PROPOSITIONS

juin 1987

	Current Month Mois courant	Yearly to date Cumul pour l'année
Nfld./T.-N.	0	0
N.S./N.-É.	0	3
P.E.I./I.P.-É.	0	1
N.B./N.-B.	4	11
Québec	11	86
Ontario	33	181
Manitoba	0	8
Saskatchewan	0	3
Alberta	1	13
B.C./C.B.	5	39
N.W.T./T.N.-O.	0	0
Yukon	0	1
Canada	54	346

**BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JUNE 1987, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES**

**FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JUIN 1987, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES**

	Current Month <i>Mois Courant</i>		Yearly to Date <i>Cumul pour l'année</i>	
	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$	Number <i>Nombre</i>	Liabilities* <i>Passif</i> \$
NEWFOUNDLAND/TERRE-NEUVE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	0	0
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	1	37,000	1	37,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	4	3,455,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	1	14,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	1	77,000	8	865,550
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	1	33,000
Services	0	0	7	508,500
Total	2	114,000	22	4,913,550
NOVA SCOTIA/NOUVELLE-ÉCOSSE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	1	150,000	10	874,500
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	6	1,385,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	6	369,950	27	1,908,450
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	1	10,500	7	304,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	3	147,000	24	14,842,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	39,000	3	141,000
Services	1	47,000	40	10,108,950
Total	13	763,450	117	29,564,400
PRINCE EDWARD ISLAND/ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	1	115,000	1	115,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	0	0	0	0
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	0	0
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	1	45,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	0	0	1	25,000
Total	1	115,000	3	185,000

* As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	1	125,000	2	230,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	2	96,000	3	306,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	65,000	4	1,043,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	116,000	4	309,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	3	167,000	14	1,322,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	1	23,000
Services	2	265,000	10	787,000
Total	11	834,000	38	4,020,000
QUÉBEC				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	11	2,432,550	64	9,997,100
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	23	7,947,000	106	36,743,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	27	3,791,500	157	21,175,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	15	1,075,500	66	12,836,050
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	85	6,154,000	492	82,925,050
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	2	114,500	24	9,076,500
Services	64	5,995,500	429	76,827,100
Total	227	27,510,550	1,338	249,580,350
ONTARIO				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	6	1,229,500	42	6,637,050
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	15	3,171,550	88	45,870,700
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	22	1,957,000	162	17,159,400
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	8	426,000	42	3,599,400
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	45	10,343,000	267	50,165,600
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	4	6,340,500	28	10,985,100
Services	42	3,299,050	267	39,146,350
Total	142	26,766,600	896	173,563,600

* As declared by Debtors

* Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
MANITOBA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	5	618,000	29	4,090,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	1	53,000	10	1,856,500
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	8	650,500	22	2,186,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	126,000	14	1,136,000
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	8	572,500	44	4,070,050
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	1	210,000	5	446,000
Services	5	294,500	29	3,942,500
Total	30	2,524,500	153	17,727,050
SASKATCHEWAN				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	2	400,000	37	6,869,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	2	295,000	11	1,946,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	7	409,500	27	2,324,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	2	134,000	19	2,267,050
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	11	1,446,000	56	14,921,500
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	2	341,000	10	2,689,000
Services	2	95,500	26	4,432,000
Total	28	3,121,000	186	35,449,100
ALBERTA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	10	3,660,000	62	23,837,000
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	5	259,500	30	12,585,000
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	16	2,118,500	91	30,075,550
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	14	2,500,500	57	7,427,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	19	2,121,000	110	27,762,550
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	3	620,000	35	47,107,000
Services	25	4,858,000	138	37,886,050
Total	92	16,137,500	523	186,680,650

* As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

	Current Month Mois Courant		Yearly to Date Cumul pour l'année	
	Number Nombre	Liabilities* Passif \$	Number Nombre	Liabilities* Passif \$
BRITISH COLUMBIA/COLOMBIE BRITANNIQUE				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	11	1,261,500	59	10,262,550
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	8	1,371,000	58	40,207,050
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	20	1,597,500	111	28,713,500
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	14	2,846,500	60	7,908,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	25	3,002,500	161	35,997,600
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	7	2,016,000	53	42,843,100
Services	33	3,978,100	195	46,334,800
Total	118	16,073,100	697	212,267,100
NORTHWEST TERRITORIES/TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	0	0	0	0
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	0	0	0	0
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	1	35,000	2	160,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	0	0	0	0
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	0	0	1	63,000
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	0	0	0	0
Services	1	45,000	2	6,045,000
Total	2	80,000	5	6,268,000
CANADA				
Primary Industries <i>Industries primaires</i>	48	9,991,550	306	62,912,200
Manufacturing Industries <i>Industries manufacturières</i>	57	13,230,050	313	140,936,250
Construction Industries <i>Industries de la Construction</i>	108	10,994,450	607	108,201,000
Transportation, Communication & Other Utilities <i>Transportation, Communication et autres services d'utilité publique</i>	58	7,235,000	270	35,802,500
Trade (Wholesale & Retail) <i>Commerce (de gros et de détail)</i>	200	24,030,000	1,178	232,979,900
Finance, Insurance and Real Estate <i>Finances, Assurance et Immeubles</i>	20	9,681,000	160	113,343,700
Services	175	18,877,650	1,144	226,043,250
Total	666	94,039,700	3,978	920,218,800

* As declared by Debtors

*Tel que déclaré par les débiteurs

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	8	1	0	9	58,450	239,000
OTHERS/AUTRES	8	1	0	9	83,400	140,000
TOTAL	16	2	0	18	141,850	379,000
N.S./N.-E.						
HALIFAX	42	4	0	46	310,250	830,450
SYDNEY	15	2	0	17	143,600	301,000
SYDNEY MINES	5	1	0	6	65,500	193,000
OTHERS/AUTRES	30	6	0	36	232,000	1,029,000
TOTAL	92	13	0	105	751,350	2,353,450
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTETOWN	3	0	0	3	1,550	44,500
OTHERS/AUTRES	3	1	0	4	1,750	201,500
TOTAL	6	1	0	7	3,300	246,000
N.B./N.-B.						
FREDERICTON	0	1	0	1	1,500	49,000
MONCTON	6	1	2	9	15,600	211,500
SAINT-JOHN	8	0	0	8	9,250	59,500
OTHERS/AUTRES	22	9	2	33	560,200	1,335,500
TOTAL	36	11	4	51	586,550	1,655,500
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	4,500	18,500
CHICOUTIMI-JONQUIERE	9	9	0	18	243,350	1,197,500
DRUMMONDVILLE	4	3	0	7	181,000	522,500
GRANBY	3	3	0	6	3,250	215,500
HULL/GATINEAU/AYLMER	53	7	0	60	595,950	1,384,500
MONTREAL	264	87	8	359	3,901,450	26,564,500
QUEBEC	53	24	2	79	502,050	2,268,050
RIMOUSKI	6	1	0	7	64,150	154,000
ROUYN	0	0	0	0	0	0
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	11	2	0	13	19,550	173,500
SHAWINIGAN	1	0	0	1	12,500	18,500
SHERBROOKE	7	7	0	14	152,350	576,500
SOREL	3	3	0	6	25,350	172,000
ST-HYACINTHE	5	0	0	5	2,350	41,000
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	8	1	0	9	70,750	281,000
ST-JEROME	7	0	0	7	2,950	126,000
THETFORD-MINES	5	3	0	8	155,450	491,500
TROIS-RIVIERES	1	2	0	3	13,250	90,500
VICTORIAVILLE	3	2	0	5	56,800	172,500
OTHERS/AUTRES	165	73	1	239	3,112,450	15,261,000
TOTAL	609	227	11	847	9,119,450	49,729,050

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	2	1	0	3	1,500	35,500
BELLEVILLE	1	1	0	2	9,500	48,000
BRANTFORD	12	1	0	13	12,450	220,500
BROCKVILLE	3	1	0	4	6,250	46,000
CHATHAM	5	0	0	5	56,650	103,500
CORNWALL	4	3	0	7	29,550	116,000
GUELPH	7	0	0	7	22,650	120,000
HAMILTON	56	3	7	66	270,050	981,500
KINGSTON	21	2	0	23	42,500	334,500
KITCHENER	32	4	4	40	232,950	944,000
LONDON	13	8	0	21	2,491,100	3,404,500
MIDLAND	0	1	0	1	1,500	73,000
NORTH BAY	8	1	0	9	5,750	265,000
ORILLIA	5	0	0	5	14,450	48,500
OSHAWA	14	7	0	21	142,450	748,000
OTTAWA	74	9	9	92	779,150	2,974,050
OWEN SOUND	1	0	0	1	950	23,000
PETERBOROUGH	4	2	0	6	101,550	264,500
SARNIA	10	4	0	14	147,250	720,500
SAULT-STE-MARIE	13	1	0	14	450	185,000
ST-CATHARINES/NIAGARA	29	5	0	34	50,950	6,909,000
STRATFORD	1	0	0	1	0	5,500
SUDBURY	11	1	0	12	11,150	171,000
THUNDER BAY	6	0	0	6	7,400	306,500
TORONTO	255	48	9	312	8,085,800	18,788,600
TRENTON	2	0	0	2	2,950	27,000
WINDSOR	19	8	0	27	331,500	1,767,500
OTHERS/AUTRES	172	31	4	207	2,000,800	9,033,050
TOTAL	780	142	33	955	14,859,200	48,663,700
MANITOBA						
WINNIPEG	58	17	0	75	760,650	1,897,000
OTHERS/AUTRES	22	13	0	35	455,000	1,536,500
TOTAL	80	30	0	110	1,215,650	3,433,500
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	3	0	5	88,500	333,000
PRINCE ALBERT	1	0	0	1	950	25,000
REGINA	15	6	0	21	694,250	1,137,500
SASKATOON	14	10	0	24	779,350	1,940,000
OTHERS/AUTRES	18	9	0	27	820,450	1,751,500
TOTAL	50	28	0	78	2,383,500	5,187,000

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	86	19	1	106	1,798,000	4,233,500
EDMONTON	71	30	0	101	2,384,800	8,300,000
MEDICINE HAT	3	1	0	4	90,000	241,000
OTHERS/AUTRES	70	42	0	112	4,193,050	10,347,000
TOTAL	230	92	1	323	8,465,850	23,121,500
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	1	1	0	2	4,000	43,500
COURTENAY	4	0	0	4	55,450	106,500
KAMLOOPS	8	1	0	9	58,850	226,500
KELOWNA	5	5	0	10	106,850	383,500
NANAIMO	7	3	0	10	121,300	432,500
PRINCE-GEORGE	6	3	2	11	48,800	687,000
TERRACE	6	1	0	7	160,500	348,500
VANCOUVER	117	53	2	172	3,318,900	12,913,500
VERNON	2	3	0	5	107,000	352,550
VICTORIA	39	11	0	50	267,600	1,604,000
OTHERS/AUTRES	71	37	1	109	1,750,750	8,345,550
TOTAL	266	118	5	389	6,000,000	25,443,600
N.W.T./T.N.-O.						
TOTAL	2	2	0	4	12,150	103,000
YUKON						
TOTAL	1	0	0	1	1,500	5,500
CANADA						
TOTAL	2,168	666	54	2,888	43,540,350	160,320,800

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	59	11	0	70	1,360,700	4,655,450
OTHERS/AUTRES	85	11	0	96	691,500	2,207,050
TOTAL	144	22	0	166	2,052,200	6,862,500
N.S./N.-E.						
HALIFAX	239	50	2	291	10,555,750	22,844,400
SYDNEY	69	10	0	79	476,250	1,364,150
SYDNEY MINES	10	4	0	14	145,900	605,500
OTHERS/AUTRES	229	53	1	283	4,064,200	13,787,200
TOTAL	547	117	3	667	15,242,100	38,601,250
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTETOWN	10	1	1	12	6,014,650	6,129,000
OTHERS/AUTRES	9	2	0	11	43,250	326,000
TOTAL	19	3	1	23	6,057,900	6,455,000
N.B./N.-B.						
FREDERICTON	9	1	0	10	125,000	264,500
MONCTON	19	6	3	28	109,500	645,000
SAINT-JOHN	28	1	1	30	366,350	795,500
OTHERS/AUTRES	80	30	7	117	2,175,100	5,494,500
TOTAL	136	38	11	185	2,775,950	7,199,500
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	7	0	0	7	19,000	84,500
CHICOUTIMI-JONQUIERE	61	34	5	100	2,826,950	5,651,050
DRUMMONDVILLE	30	10	0	40	397,700	1,529,950
GRANBY	35	24	0	59	372,750	1,704,000
HULL/GATINEAU/AYLMER	290	54	3	347	3,803,300	10,883,050
MONTREAL	1,779	509	36	2,324	48,836,400	205,632,550
QUEBEC	303	140	14	457	6,906,200	19,370,750
RIMOUSKI	22	7	0	29	252,200	760,000
ROUYN	11	1	0	12	62,000	233,500
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	38	8	1	47	1,703,000	2,399,000
SHAWINIGAN	21	8	1	30	1,160,100	1,750,000
SHERBROOKE	51	36	0	87	2,143,800	4,455,000
SOREL	18	8	1	27	473,800	964,500
ST-HYACINTHE	23	7	0	30	33,550	895,500
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	35	14	0	49	886,000	2,930,000
ST-JEROME	11	3	0	14	9,800	262,500
THETFORD-MINES	11	7	0	18	247,100	879,000
TROIS-RIVIERES	29	22	2	53	624,600	2,606,000
VICTORIAVILLE	14	18	0	32	7,850,450	15,044,500
OTHERS/AUTRES	1,046	428	23	1,497	45,200,050	110,544,500
TOTAL	3,835	1,338	86	5,259	123,808,750	388,579,850

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	30	5	1	36	24,500	235,450
BELLEVILLE	7	2	0	9	210,800	400,500
BRANTFORD	51	4	3	58	393,150	2,038,000
BROCKVILLE	19	4	0	23	164,600	614,500
CHATHAM	24	6	0	30	423,500	1,156,000
CORNWALL	17	6	0	23	259,500	641,000
GUELPH	23	3	11	37	113,450	582,500
HAMILTON	310	33	29	372	2,675,100	14,347,150
KINGSTON	63	18	0	81	574,100	2,744,000
KITCHENER	145	35	22	202	7,136,150	11,737,550
LONDON	96	31	1	128	3,734,700	9,076,000
MIDLAND	4	1	0	5	54,550	130,050
NORTH BAY	48	6	0	54	369,150	1,614,500
ORILLIA	13	1	0	14	19,350	85,100
OSHAWA	107	19	0	126	279,800	1,750,250
OTTAWA	402	81	14	497	5,935,300	27,654,650
OWEN SOUND	9	6	0	15	26,350	264,000
PETERBOROUGH	45	11	0	56	135,650	1,281,750
SARNIA	49	10	0	59	592,950	2,241,500
SAULT-STE-MARIE	52	8	0	60	573,550	2,012,000
ST-CATHARINES/NIAGARA	210	30	9	249	1,632,550	13,416,500
STRATFORD	15	4	0	19	159,950	525,500
SUDBURY	58	13	0	71	293,050	2,132,050
THUNDER BAY	23	10	1	34	1,045,650	3,177,500
TORONTO	1,322	292	71	1,685	29,469,300	109,159,400
TRENTON	5	3	0	8	24,950	364,550
WINDSOR	96	28	1	125	1,114,300	6,140,100
OTHERS/AUTRES	898	226	18	1,142	13,713,650	54,212,350
TOTAL	4,141	896	181	5,218	71,149,600	269,734,400
MANITOBA						
WINNIPEG	401	72	8	481	4,950,150	14,248,150
OTHERS/AUTRES	142	81	0	223	3,885,350	11,869,500
TOTAL	543	153	8	704	8,835,500	26,117,650
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	8	7	0	15	248,750	745,000
PRINCE ALBERT	20	8	0	28	667,150	1,833,000
REGINA	84	37	0	121	3,033,300	7,373,000
SASKATOON	95	50	3	148	5,584,500	25,764,550
OTHERS/AUTRES	95	84	0	179	7,312,300	23,796,600
TOTAL	302	186	3	491	16,846,000	59,512,150

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST SIX
MONTHS OF 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	520	152	9	681	20,305,950	104,570,550
EDMONTON	449	161	3	613	16,456,950	100,057,000
MEDICINE HAT	24	7	0	31	692,500	1,716,000
OTHERS/AUTRES	360	203	1	564	18,283,300	54,946,550
TOTAL	1,353	523	13	1,889	55,738,700	261,290,100
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	12	8	6	26	21,209,000	37,617,500
COURTENAY	13	4	0	17	303,700	856,000
KAMLOOPS	52	18	1	71	1,588,700	10,382,550
KELOWNA	49	21	0	70	1,113,200	3,454,050
NANAIMO	32	10	0	42	327,300	1,200,500
PRINCE-GEORGE	86	30	5	121	3,077,350	8,885,050
TERRACE	19	6	0	25	401,900	1,133,000
VANCOUVER	586	332	21	939	36,025,950	168,252,300
VERNON	18	12	0	30	465,500	1,981,550
VICTORIA	103	64	0	167	2,179,900	23,783,000
OTHERS/AUTRES	433	192	6	631	13,910,600	67,723,150
TOTAL	1,403	697	39	2,139	80,603,100	325,268,650
N.W.T./T.N.-O.						
TOTAL	7	3	0	10	89,150	6,182,000
YUKON						
TOTAL	7	2	1	10	126,000	1,829,500
CANADA						
TOTAL	12,437	3,978	346	16,761	383,324,950	1,397,632,550

ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)
PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)

Report for the month of May 1987	Participating Provinces						
	—						
Rapport du mois de mai 1987	Provinces Participantes						
	—						
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	Total
	Colombie Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Île du Prince-Édouard	
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month.....	54	7	11	2	59	2	135
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois.....							
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month.....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à tous les ordonnances de fusion.....	219,782.16	106,005.59	36,181.04	20,663.63	139,449.98	4,152.00	526,234.40
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month.....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion.....	&	&	3,123.00	14,494.00	135,301.76	&	152,918.76
Total number of terminations and defaults during the month.....	19	27	6	4	23	&	79
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois.....							

Statistiques

FAILLITES

juillet 1987

Statistics

BANKRUPTCIES

July 1987

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	12	7	19	157	31	188
N.-É./N.S.	62	18	80	609	136	745
I.P.-É/P.E.I.	5	0	5	24	3	27
N.-B./N.B.	5	4	9	141	42	183
Québec	578	169	747	4,415	1,539	5,954
Ontario	659	146	805	4,808	1,060	5,868
Manitoba	85	17	102	628	176	804
Saskatchewan	43	26	69	345	212	557
Alberta	175	65	240	1,529	593	2,122
C.-B./B.C.	259	94	353	1,675	797	2,472
T.N.-O./N.W.T.	2	0	2	9	5	14
Yukon	0	0	0	7	2	9
Canada	1,885	546	2,431	14,347	4,596	18,943

PROPOSITIONS

juillet 1987

PROPOSALS

July 1987

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	0
N.-É./N.S.	0	3
I.P.-É/P.E.I.	0	1
N.-B./N.B.	0	12
Québec	16	96
Ontario	27	208
Manitoba	1	9
Saskatchewan	0	3
Alberta	2	16
C.-B./B.C.	2	39
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	1
Canada	48	388

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE JUILLET 1987, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF JULY 1987, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	3	0	3	0
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	2	38,983
Industries de la construction Construction Industries.....	2	271,869	6	3,943,555
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	1	14,276
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	1	6,065	9	865,468
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	1	57,027	3	89,051
Services.....	0	0	7	506,076
Total.....	7	334,961	31	5,457,409
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries.....	2	191,146	12	1,067,722
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	6	1,335,956
Industries de la construction Construction Industries.....	3	115,907	30	1,995,274
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	1	7,506	8	311,979
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	6	599,167	30	9,089,138
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	3	142,320
Services.....	6	827,653	47	8,172,800
Total.....	18	1,741,379	136	22,115,189
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	1	115,493
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	0	0	1	45,750
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	0	0
Services.....	0	0	1	24,220
Total.....	0	0	3	185,463

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries.....	0	0	2	227,878
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	3	304,369
Industries de la construction Construction Industries.....	0	0	4	1,002,254
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	1	33,204	5	339,638
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	1	41,295	15	1,361,146
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	1	23,500
Services.....	2	102,363	12	885,262
Total	4	176,862	42	4,144,047
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries.....	11	960,064	81	11,136,433
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	11	2,360,326	121	31,518,069
Industries de la construction Construction Industries.....	13	3,638,068	184	26,962,624
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	10	970,857	76	12,427,356
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	64	6,626,596	558	76,465,046
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	1	208,816	26	46,033,152
Services.....	59	5,536,328	493	64,465,500
Total	169	20,301,055	1,539	269,008,180
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries.....	8	5,779,960	55	13,495,931
Industries manufacturières Manufacturing Industries.....	18	2,950,610	107	42,595,055
Industries de la construction Construction Industries.....	23	1,386,746	189	26,494,008
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	9	1,027,257	50	5,006,589
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	46	5,496,220	316	50,167,618
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	4	129,949	32	38,192,542
Services.....	38	3,032,341	311	47,428,142
Total	146	19,803,083	1,060	223,379,885

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	2	926,587	32	5,085,076
Industries manufacturières Manufacturing Industries	1	52,869	11	1,886,605
Industries de la construction Construction Industries	5	199,823	27	2,377,748
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	6,608	15	1,145,133
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	4	527,193	48	4,593,027
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	5	436,252
Services	4	136,551	38	4,337,461
Total	17	1,849,631	176	19,861,302
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	10	1,863,704	47	8,683,768
Industries manufacturières Manufacturing Industries	1	67,741	12	1,973,342
Industries de la construction Construction Industries	2	572,196	28	2,884,956
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	19	2,303,461
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	5	442,298	62	11,333,399
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	10	2,713,484
Services	8	569,252	34	4,746,898
Total	26	3,515,191	212	34,639,308
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	5	1,295,756	71	31,200,010
Industries manufacturières Manufacturing Industries	3	1,450,844	33	10,339,563
Industries de la construction Construction Industries	11	1,654,825	102	28,324,132
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	238,586	59	7,246,666
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	16	3,406,717	127	24,347,590
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	35	41,676,739
Services	28	4,569,894	166	40,512,338
Total	65	12,616,622	593	183,647,038

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	8	1,045,559	69	11,338,058
Industries manufacturières Manufacturing Industries	8	1,336,447	67	28,127,529
Industries de la construction Construction Industries	11	3,894,733	122	24,789,326
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	9	821,288	69	9,015,252
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	17	4,091,134	179	67,658,503
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	9	3,163,519	63	41,881,065
Services	32	5,996,324	228	47,105,315
Total	94	20,349,004	797	229,915,048
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries primaires Primary Industries	0	0	2	0
Industries manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	2	162,944
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	0	0
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	1	62,997
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	2	2,594,265
Total	0	0	7	2,820,206
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	49	12,062,776	375	82,350,369
Industries manufacturières Manufacturing Industries	42	8,218,837	362	118,119,471
Industries de la construction Construction Industries	70	11,734,167	694	118,936,821
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	33	3,105,306	302	37,810,350
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	160	21,236,685	1,346	245,989,682
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	15	3,559,311	178	171,188,105
Services	177	20,770,706	1,339	220,778,277
Total	546	80,687,788	4,596	995,173,075

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
NFLD/T.-N.						
ST-JOHN'S	7	2	0	9	170,195	391,845
OTHERS/AUTRES	5	5	0	10	34,535	117,134
TOTAL	12	7	0	19	204,730	508,979
N.S./N.-E.						
HALIFAX	25	9	0	34	380,943	1,792,155
SYDNEY	12	0	0	12	18,100	146,141
SYDNEY MINES	4	0	0	4	5,400	225,370
OTHERS/AUTRES	22	8	0	30	414,675	924,409
TOTAL	63	17	0	80	819,118	3,088,075
P.E.I./I.P.-E.						
CHARLOTTOWN	4	0	0	4	1,500	32,810
OTHERS/AUTRES	1	0	0	1	1,860	576,758
TOTAL	5	0	0	5	3,360	609,568
N.B./N.-B.						
SAINT-JOHN	2	3	0	5	28,365	141,926
OTHERS/AUTRES	3	1	0	4	4,925	69,718
TOTAL	5	4	0	9	33,290	211,644
QUEBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	7,100	15,225
CHICOUTIMI-JONQUIERE	5	8	0	13	155,901	533,864
DRUMMONDVILLE	8	3	1	12	998,944	1,443,568
GRANBY	3	1	0	4	61,250	350,965
HULL/GATINEAU/AYLMER	50	4	0	54	128,694	775,461
MONTREAL	275	71	6	352	9,687,036	55,843,110
QUEBEC	43	13	2	58	990,626	2,626,765
RIMOUSKI	2	4	1	7	656,604	785,352
ROUYN	1	1	0	2	2,000	12,668
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	3	0	0	3	10,650	34,518
SHAWINIGAN	3	1	0	4	9,700	58,531
SHERBROOKE	6	6	0	12	663,225	1,409,449
SOREL	2	0	0	2	1,075	19,930
ST-HYACINTHE	4	1	0	5	17,700	81,202
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	8	0	1	9	339,450	600,438
ST-JEROME	4	0	0	4	81,450	135,950
THETFORD-MINES	1	2	1	4	72,600	304,590
TROIS-RIVIERES	10	1	0	11	163,304	298,370
VICTORIAVILLE	1	1	0	2	8,200	127,694
OTHERS/AUTRES	148	52	4	204	6,247,682	13,053,002
TOTAL	578	169	16	763	20,303,191	78,510,652

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ONTARIO						
BARRIE	2	0	0	2	8,100	22,154
BELLEVILLE	2	0	0	2	1,140	22,153
BRANTFORD	5	0	0	5	3,150	233,503
BROCKVILLE	6	1	0	7	14,560	75,472
CHATHAM	6	1	0	7	154,857	462,048
CORNWALL	11	2	0	13	69,843	268,352
GUELPH	9	3	0	12	17,300	347,475
HAMILTON	47	8	6	61	243,891	1,315,905
KINGSTON	9	0	0	9	25,050	180,473
KITCHENER	19	7	0	26	93,123	507,862
LONDON	13	2	0	15	1,314,840	5,586,094
NORTH BAY	5	3	0	8	43,684	142,440
ORILLIA	1	0	0	1	3,000	6,300
OSHAWA	7	3	0	10	20,350	157,220
OTTAWA	69	11	1	81	883,398	4,152,697
OWEN SOUND	3	0	0	3	10,235	26,625
PETERBOROUGH	5	3	0	8	16,721	186,145
SARNIA	6	1	2	9	96,614	191,602
SAULT-STE-MARIE	14	2	0	16	185,200	562,866
ST-CATHARINES/NIAGARA	31	1	2	34	66,097	704,254
STRATFORD	5	0	0	5	12,072	37,688
SUDBURY	6	3	0	9	292,601	668,629
THUNDER BAY	8	4	0	12	164,339	813,368
TORONTO	210	41	12	263	1,199,809	7,433,617
TRENTON	1	2	0	3	9,680	121,919
WINDSOR	14	5	2	21	199,304	1,404,188
OTHERS/AUTRES	145	41	2	188	1,934,681	7,336,760
TOTAL	659	144	27	830	7,083,639	32,967,809
MANITOBA						
WINNIPEG	63	6	1	70	273,597	1,584,888
OTHERS/AUTRES	22	11	0	33	541,736	1,770,355
TOTAL	85	17	1	103	815,333	3,355,243
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	2	1	0	3	11,013	155,414
PRINCE ALBERT	5	2	0	7	80,560	282,559
REGINA	7	2	0	9	242,545	481,649
SASKATOON	9	3	0	12	167,414	476,485
OTHERS/AUTRES	20	18	0	38	1,616,257	3,802,262
TOTAL	43	26	0	69	2,117,789	5,198,369

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JULY 1987
BY MAJOR URBAN CENTERS**

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUILLET 1987
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

	Consumer Consommateur	Business Affaire	Proposals Propositions	Total Total	Assets Actif	Liabilities Passif
ALBERTA						
CALGARY	67	14	2	83	1,695,926	5,626,607
EDMONTON	57	25	0	82	1,688,635	6,226,166
MEDECINE HAT	5	4	0	9	324,425	546,848
OTHERS/AUTRES	46	22	0	68	1,814,136	4,838,880
TOTAL	175	65	2	242	5,523,122	17,238,501
B.C./C.B.						
CHILLIWACK	2	2	0	4	4,950	75,094
KAMLOOPS	11	0	0	11	26,670	187,031
KELOWNA	7	7	0	14	310,383	2,812,770
NANAIMO	3	0	0	3	12,560	50,220
PRINCE-GEORGE	12	8	0	20	1,007,572	2,113,876
TERRACE	1	0	0	1	1,027	13,252
VANCOUVER	130	40	1	171	1,678,643	13,963,961
VERNON	3	2	0	5	135,780	514,366
VICTORIA	28	3	0	31	168,188	952,601
OTHERS/AUTRES	62	32	1	95	1,537,217	6,918,462
TOTAL	259	94	2	355	4,882,990	27,601,633
N.W.T./T.N.-O.						
TOTAL	2	0	0	2	2,800	28,685
CANADA						
TOTAL	1,886	543	48	2,477	41,789,362	169,319,158

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juin 1987 Report for the month of June 1987	Provinces participantes Participating Provinces						
	—						
	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	—	—	—	—	—	—	
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	—	16	5	5	50	1	77
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	243,248.74	101,980.45	44,505.60	21,842.48	151,202.77	11,100.64	573,880.68
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	0	207,986.04	79,543.94	23,224.56	132,215.69	27,188.98	470,159.21
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	53	24	0	2	16	2	97
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 657
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/420-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/679-4034

410, boul. Charest est
4e étage
Québec, Québec
G1K 8G3
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819-565-4724

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

RG36-4 1299 10015815F
CONS & CORP AFF CANGS 771230-01
LIBRARY (PU-239)
PORTAGE I - 14TH FLOOR
OTTAWA
ON K1A 0C9

	Canada Post Postage Paid	Postes Canada Post payé
Book rate K1A 0S7 Ottawa, Canada		

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consumer and
Corporate Affairs
Canada

Consommation
et Corporations
Canada

